

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

PREMIER TRIMESTRE 2020

www.budget.gouv.sn

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2020

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du premier trimestre 2020 au regard des prévisions de la loi de finances initiale pour l'année 2020 (LFI 2020). Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget de l'Etat conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la LFI 2020.

La situation d'exécution des ressources et des dépenses du budget général au premier trimestre 2020 est marquée par le début de la crise de la pandémie de covid-19. Les ressources ne sont exécutées qu'à 17,5% de la prévision de la LFI 2020, alors que les dépenses se situent à 30,8%, ce qui augure une détérioration du solde budgétaire par rapport l'objectif initialement fixé.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget de l'Etat à la fin du premier trimestre 2020

Rubriques	LF (1)	Modifications (2)	Crédits ouverts/Prev. Fin. (3)	Exéc. (4)	Taux d'exéc. (4/3)
BUDGET GENERAL					
RECETTES					
Recettes fiscales	2675,00		2675,00	491,32	18,4%
Recettes non fiscales	124,00		124,00	20,07	16,2%
Recettes exceptionnelles	30,00		30,00	0,00	0,0%
Total recettes internes	2829,00		2829,00	511,39	18,1%
Dons budgétaires	33,00		33,00	0,66	2,0%
Dons en capital	260,50		260,50	34,90	13,4%
Total recettes externes	293,50		293,50	35,56	12,1%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3122,50		3122,50	546,95	17,5%
DEPENSES					
Charges financières la dette publique	364,80	0,00	364,80	113,87	31,2%
Dépenses de personnel	817,70	0,00	817,70	207,40	25,4%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	311,61	-8,22	303,39	65,96	21,7%
Dépenses de Transfert courant	635,82	12,06	647,88	259,52	40,1%
Total dépenses ordinaires	2129,94	3,83	2133,77	646,74	30,3%
Dépenses en capital sur ressources internes	681,51	33,83	715,34	259,01	36,2%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	104,87	0,36	105,23	11,95	11,4%
Dépenses de transferts en capital	576,64	33,48	610,11	247,07	40,5%
Dépenses en capital sur ressources externes	761,56		761,56	194,60	25,6%
Total dépenses en capital	1443,07	33,83	1476,90	453,61	30,7%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	3573,00	37,67	3610,67	1100,36	30,5%
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)					
RECETTES					
Comptes affectation spéciale	113,75		113,75	30,33	27%
<i>dont FNR</i>	111,75		111,75	30,33	27%
Comptes de commerce	0,15		0,15	0,00	0%
Comptes de prêts	20,75		20,75	0,00	0%
Comptes d'avances	0,5		0,5	0,00	0
Compte de garanties et avals	24,05		24,05	0,00	0
III TOTAL RECETTES CST	159,2	0	159,2	30,33	19%
DEPENSES					
Comptes affectation spéciale	113,75		113,75	25,90	22,77%
<i>dont FNR</i>	111,75		111,75	25,90	23,18%
Comptes de commerce	0,15		0,15	0,00	0,00%
Comptes de prêts	20,75		20,75	0,00	0,00%
Comptes d'avances	0,80		0,8	0,00	0,00%
Compte de garanties et avals	0,50		0,5	0,00	0,00%
IV TOTAL DEPENSES CST	135,95	0,00	135,95	25,90	19,1%
TOTAL RECETTES BUDGET ETAT (I+III)	3281,70	0,00	3281,70	577,28	36,6%
TOTAL DEPENSES BUDGET ETAT (II+IV)	3708,95	37,67	3746,62	1126,26	49,5%

1. Les ressources mobilisées s'élèvent, au 31 mars 2020, à 546,95 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,5% et une légère hausse de 0,6% par rapport à la même période en 2019 (543,55 milliards). Le niveau de recouvrement des recettes fiscales montre les premiers signes de la crise de covid-19 avec une baisse de 6,4 milliards (-1,3%), en dépit des performances notées avec l'impôt sur les sociétés et les droits d'accises, qui se sont respectivement améliorés de 14,75 milliards (+18,0%) et 13,83 milliards (58,9%). La baisse des recettes fiscales est imputable, notamment :

- à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, avec une diminution de 4,47 milliards (-5,3%) ;
- à l'impôt sur les transactions financières et en capital, qui a connu une diminution de 8,80 milliards (-6,7%) ;
- aux impôts sur la consommation des biens et services qui, constitués essentiellement de la TVA, ont enregistré un repli de 9,53 milliards (-5,4%) ;
- aux droits de douane et autres droits à l'importation qui se sont repliés de 6,78 milliards (-9,7%).

Quant aux recettes non fiscales, l'effet de la crise est pour l'instant moins ressenti grâce au recouvrement des loyers des domaines de l'Etat qui s'est établi à 14,79 milliards au 31 mars 2020, après 4,64 milliards un an auparavant. Les recettes non fiscales se sont alors bonifiées de 6,96 milliards (53,1%), pour se situer à 20,07 milliards à la fin du mois de mars 2020.

En plus des recettes fiscales et non fiscales, les dons des partenaires extérieurs reçus au titre de l'exécution du budget s'élèvent à un montant de 35,6 milliards, soit 12% de l'objectif annuel de 293,5 milliards fixé par la LFI 2020. Ce montant est destiné essentiellement à des dépenses en capital pour 34,9 milliards.

2. Les crédits du budget général ouverts par la loi de finances initiale de 2020 (LFI 2020) pour un montant de 3573,0 milliards sont revus à la hausse de 37,67 milliards pour se chiffrer à 3610,67 milliards au 31 mars 2020. Cette hausse est essentiellement expliquée par les reports de crédits sur les dépenses d'investissement financées sur ressources internes (31,75 milliards) et une ouverture de crédits sur fonds de concours pour un montant de 5,91 milliards.

Les dépenses exécutées (ordonnancées) du budget général s'élèvent à 1100,36 milliards, soit un taux d'exécution de 30% des crédits ouverts au 31 mars 2020 de 3610,67 milliards. Ce niveau d'exécution relativement élevé est dû à une bonne exécution des dépenses de transferts courants (40,1% contre 32,2% en 2019) et de transferts en capital (40,5% contre 36,7% en 2019).

Ce niveau important de mobilisation des transferts n'est pas fortement lié aux mesures prises pour la riposte contre la covid-19 dont les effets sur l'exécution budgétaire ne seront fortement remarqués qu'à partir du second trimestre ; l'essentiel des mesures étant prises à la fin du premier trimestre (deuxième quinzaine du mois de mars 2020).

Cependant, dès l'apparition des premiers cas de covid-19 au Sénégal, la priorité du Gouvernement étant d'assurer la prise en charge correcte des malades, des efforts sont déjà consentis pour le secteur de la santé au courant du premier trimestre. C'est ainsi que, **les transferts destinés aux structures sanitaires sont mobilisés de façon satisfaisante, avec 58% et 38% des crédits ouverts respectivement au titre de transferts courants et de transferts en capital.**

En revanche, les niveaux de réalisation des dépenses exécutées par l'Etat, à savoir les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses d'investissement, sont relativement bas avec respectivement 21,7% et 11,4% des crédits ouverts, alors qu'à la même période en 2019 les taux d'exécution se situaient à 32,3% et 20,2%.

Pour ce qui est des charges financières de la dette et des dépenses de personnel, leurs niveaux d'exécution sont satisfaisants, avec respectivement 31,2% et 25,4% des crédits ouverts.

Les dépenses financées sur ressources extérieures sont exécutées à 25,6% des prévisions initiales, soit un montant de 194,6 milliards. Ce niveau d'exécution est obtenu grâce à une forte mobilisation des tirages sur prêts projets pour un montant de 159,7 milliards, dont 6,6 milliards au titre de prêts rétrocédés à d'autres entités publiques.

3. L'exécution des comptes spéciaux du trésor est essentiellement portée par le Fonds national de retraite qui :

- en ressources, a mobilisé 33,33 milliards au titre de cotisations sociales, soit 27% des prévisions annuelles ;
- en dépenses, a exécuté des allocations de pensions pour un montant de 25,90 milliards.

A la date du 31 mars 2020, le fonds dégage ainsi un solde positif de 4,43 milliards, contre 5,96 milliards à la même date en 2019, soit une détérioration de 1,53 milliards. Cette détérioration est à nuancer, dans la mesure où l'évolution des ressources du fonds était particulièrement importante au premier trimestre de 2019, en raison d'une régularisation d'arriérés de cotisations constatées sur la gestion de 2018.

4. Des ressources de trésorerie constituées d'emprunts sont mobilisées au cours du premier trimestre 2020. Elles sont ainsi réparties :

- 153,1 milliards FCFA de tirages sur prêts projets ;
- 148,5 milliards d'émissions de titres publics sur le marché régional.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont porté sur le remboursement du capital de la dette qui se chiffre, au 31 mars 2020, à 123,88 milliards de FCFA, soit 24,5% de la prévision annuelle de 506,2 milliards.

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général s'élevaient, au 31 mars 2020, à 546,95 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,5% par rapport à l'objectif annuel de 3122,50 milliards fixé par la loi de finances initiale (LFI).

Par rapport à la même période en 2019 (543,55 milliards), la mobilisation de ces ressources a enregistré une légère hausse de 3,40 milliards FCFA en valeur absolue, soit 0,6% en valeur relative.

Les ressources du budget général mobilisées jusqu'à fin mars 2020 sont composées de 93% de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) et 7% de ressources externes (dons courants ou dons budgétaires et dons en capital ou dons projets).

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel



I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du premier trimestre 2020, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de 511,39 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de :

- 94% par rapport à l'objectif fixé pour le premier trimestre (544,00 milliards) ;
- et de 18,1% par rapport à l'objectif annuel de la LFI 2020 (2829,00 milliards).

Les ressources internes recouvrées au cours du premier trimestre de 2020 sont constituées de recettes fiscales (491,2 milliards) et de recettes non fiscales (20,07 milliards).

Comparé à la même période de l'année 2019, le recouvrement des ressources internes est légèrement meilleur avec une hausse de 539 millions imputable aux recettes non fiscales qui ont plus que compensé (avec 6,9 milliards de FCFA) la contraction de 6,4 milliards des recettes fiscales.

La baisse des recettes fiscales est imputable :

- à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, avec une diminution de 4,47 milliards (-5,3%) ;
- à l'impôt sur les transactions financières et en capital qui a connu une diminution de 8,80 milliards (-6,7%) ;
- aux impôts sur la consommation des biens et services, constitués essentiellement de la TVA. Ils ont enregistré un repli de 9,53 milliards (-5,4%) ;
- aux droits de douane et autres droits à l'importation qui se sont repliés de 6,78 milliards (-9,7%).

En revanche, l'impôt sur les sociétés et les droits d'accises se sont respectivement améliorés de 14,75 milliards (+18,0%) et 13,83 milliards (58,9%).

Quant à la hausse des recettes non fiscales, elle découle des revenus de la propriété, en liaison avec le recouvrement au titre de loyers qui s'est bonifié de 10,14 milliards pour s'établir à 14,80 milliards. Par contre, aucun recouvrement au titre des dividendes n'est enregistré au cours du premier trimestre.

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du premier trimestre 2020

Natures des recettes	Recouvrement T1_2019	LFI 2020	Objectifs T1_2019	Recouvrement T1_2020	Taux d'exécut°		Evolution T1_2020/T1_2019	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	497,74	2675	510,8	491,32	96%	18,4%	-6,42	-1,3%
Recettes non fiscales	13,11	124	33,2	20,07	60%	16,2%	6,96	53,1%
Recettes exceptionnelles		30				0,0%	0,00	
Total Recettes	510,85	2829	544	511,39	94%	18,1%	0,54	0,1%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les ressources externes mobilisées au cours du premier trimestre de 2020 sont essentiellement constituées de dons (dons en capital) destinés à financer des projets d'investissement. Ces dons s'élèvent au 31 mars 2020 à 34,9 milliards, alors que ceux qui sont destinés aux dépenses courantes (dons budgétaires) n'ont été mobilisés que pour un montant de 655,96 millions.

Les dons en capital proviennent à plus de 94% des partenaires suivants : l'USAID (19,3 milliards), l'AFD (5,4 milliards), la KFW (2,9 milliards) et l'UE (2,7 milliards). La liste complète des partenaires qui ont octroyé des dons en capital au premier trimestre 2020 figure en annexe.

Tableau 3 : Situation des dons reçus à la fin du premier trimestre 2020

Nature des dons	dons reçus T1_2019	LF_2020	Dons reçus T1-2020	Taux d'exéc. T1_2020	Evolution T1_2020/T1_2019	
					En valeur	
Dons budgétaires	18,45	33	0,66	2%	-17,79	-96%
Dons en capital	14,3	260,5	34,9	13%	20,65	145%
Total ressources externes	32,7	293,5	35,6	12%	2,86	9%

Source : DEES/DGCPT/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 les modifications de crédits

1. Suivi des autorisations d'engagement (AE) ouvertes

Conformément à loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relatives aux lois de finances, pour l'exercice budgétaire 2020, les autorisations d'engagement ne sont ouvertes que pour les dépenses en capital.

Les autorisations d'engagement (AE) ouvertes par la loi de finance initiale sont revues à la hausse d'un montant de 33,75 milliards FCFA au premier trimestre 2020 et passent ainsi de 3913,10 à 3946,85 milliards FCFA.

La hausse des AE ouvertes découle principalement des reports de crédits de l'exercice de 2019 sur celui de 2020 pour un montant global de 31,75 milliards. Ces reports ont porté sur:

- les transferts en capital pour un montant de 26,80 milliards. En sus de ces reports, les AE ouvertes au titre de ces transferts sont abondés de 6,77 milliards, dont 5,4 milliards au programme « santé de référence » pour renforcer les moyens d'évacuation de référence dans le cadre de la lutte contre la covid-19 ;
- les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat pour un montant de 4,95 milliards.

2. Suivi des crédits de paiement (CP) ouverts

Les crédits de paiement (CP) ouverts se sont les crédits autorisés à être dépensés au cours de l'année.

Les CP ouverts par la loi de finances initiale ont augmenté de 37,67 milliards, au cours du premier trimestre de 2020, passant de 2811,44 milliards à 2849,11 milliards.

La révision à la hausse des CP ouverts est expliquée par les reports de crédits sur les dépenses en capital financées sur ressources internes (31,75 milliards) et de l'ouverture des crédits sur fonds de concours (5,91 milliards). En plus de ces modifications, des mouvements de crédits sont effectués, au cours du premier trimestre, entre des catégories de dépenses. Ces mouvements sont principalement relatifs aux réallocations des dépenses imprévues de fonctionnement et d'investissement au profit de différents ministères ou institutions.

Les dépenses imprévues de fonctionnement ont été ponctionnées d'un montant de 12,85 milliards sur une provision annuelle de 18,84 milliards, soit un disponible de 5,99 milliards. Quant aux dépenses imprévues d'investissement un montant de 6,31 milliards est ponctionné sur une provision de 15,57 milliards, soit un disponible de 9,26 milliards.

L'ensemble des modifications opéré au cours du premier trimestre a entraîné une hausse des crédits ouverts pour 12,06 milliards sur les transferts courants et 33,48 milliards sur les transferts en capital. En raison des ponctions effectuées sur les dépenses imprévues, les crédits ouverts sur les dépenses d'acquisition de biens et services sont revues à la baisse de 8,32 milliards et ceux sur les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat n'ont presque pas évolué, en dépit du report de 4,95 milliards sur cette catégorie de dépenses.

Tableau 4 : Situation des modifications de crédits à la fin du premier trimestre de 2020

Catégories de dépenses	LFI_2020		Modifications		Crédits ouverts T1_2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Charges financières de la dette		364,80			0,00	364,80
Dépenses de personnel		817,70			0,00	817,70
Dépenses d'acquisition de biens et services		311,61		-8,22	0,00	303,39
Dépenses de Transfert courant		635,82		12,06	0,00	647,88
Dépenses en capital sur ressources internes	3913,10	681,51	33,83	33,83	3946,93	715,34
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	401,41	104,87	0,36	0,36	401,77	105,23
Dépenses de transferts en capital	3511,69	576,64	33,48	33,48	3545,17	610,11
Dépenses en capital sur ressources externes						
Total budget général	3913,10	2811,44	33,75	37,67	3946,85	2849,11

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 L'exécution des dépenses

a. Consommation des AE et des CP

1. Consommation des AE

La consommation des AE comptabilise les engagements de l'Etat en capital, sur la base d'un acte ou un fait juridique. Un engagement juridique peut se matérialiser par :

- de la signature d'un marché pour les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat. Le montant du marché correspond aux crédits des AE consommés ;
- d'une décision de versement signée par l'ordonnateur principal des dépenses.

Au 31 mars 2020, le montant des crédits d'AE consommés, pour les dépenses financées sur ressources externes, s'élève à 268,09 milliards FCFA, soit un taux d'exécution des AE ouverts de 6,8%. Ce taux relativement faible est expliqué par le fait que la consommation des AE pour cette catégorie de dépenses est contrainte par les procédures de marchés publics qui en général aboutissent au deuxième semestre de l'année.

2. Consommation des CP

La consommation des CP renvoie aux dépenses effectivement payées au cours du trimestre.

Les dépenses du budget général payées au cours du premier trimestre 2020 s'établissent à 920,51 milliards, soit un taux d'exécution de 25,5% par rapport aux crédits ouverts au 31 mars 2020. Ce montant payé représente 83,6% des dépenses ordonnancées qui s'élèvent à 1100,36 milliards.

Les CP consommés sont répartis entre :

- les dépenses ordinaires payées pour 571,84 milliards, soit 26,8% des crédits ouverts ;
- et les dépenses en capital pour 348,67 milliards, soit 23,6% des crédits ouverts.

Tableau 5 : Situation d'exécution des crédits à la fin du premier trimestre de 2020

Catégories de dépenses		Cons. AE	eng. CP	ordon. CP	Paie.	Taux d'exéc. AE	Taux d'exéc. CP
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires		664,30	646,74	571,84		26,8%
	Charges financières de la dette		113,87	113,87	113,87		31,2%
	Dépenses de personnel		207,40	207,40	207,40		25,4%
	Dépenses d'acquisition de biens et services		83,27	65,96	40,46		13,3%
	Dépenses de transferts courants		259,76	259,52	210,12		32,4%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	268,09	457,08	453,61	348,67	6,8%	23,6%
	Dépenses en capital sur ressources internes	268,09	262,48	259,01	154,07	6,9%	21,5%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	20,93	15,41	11,95	6,87	5,2%	6,5%
	Dépenses de transferts en capital	247,17	247,07	247,07	147,20	7,0%	24,1%
	Dépenses en capital sur ressources externes		194,60	194,60	194,60		25,6%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL			1121,38	1100,36	920,51	6,8%	25,5%

Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

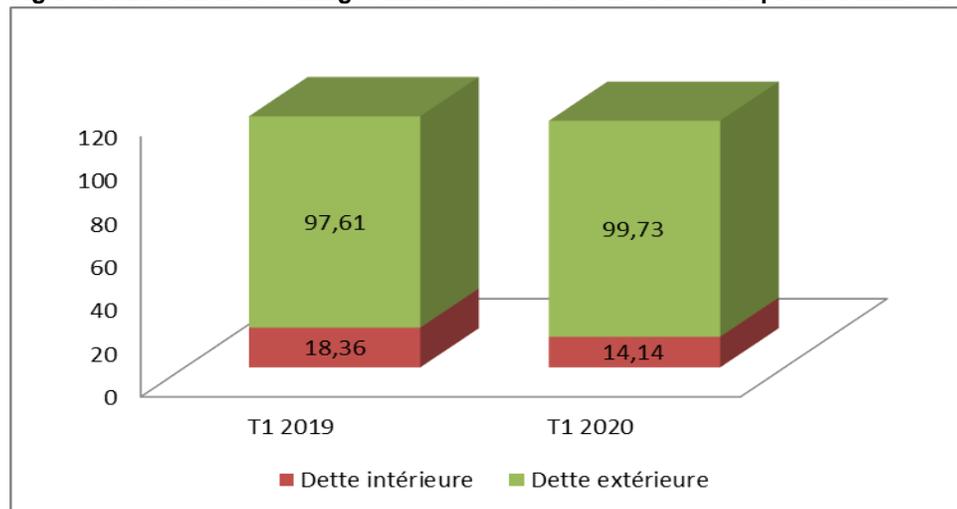
b. Exécution des dépenses (CP) par catégorie

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette exécutées au cours du premier trimestre 2020 s'élèvent à 113,87 milliards FCFA, soit près du tiers des prévisions de la LFI 2020 (31,2%).

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont évolué en légère baisse de 2% (-2,10 milliards). Cette baisse est expliquée par les charges de la dette intérieure (- 4,22 milliards). En revanche, les charges de la dette extérieure, qui constituent l'essentiel de cette catégorie de dépenses (87,6%), a enregistré une hausse de 2,12 milliards ;

Figure 2 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du premier trimestre 2020



Source : DDP/DGCPTBMFB

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont payées à hauteur de 207,397 milliards de FCFA, soit 25,4% des crédits ouverts par la loi de finances.

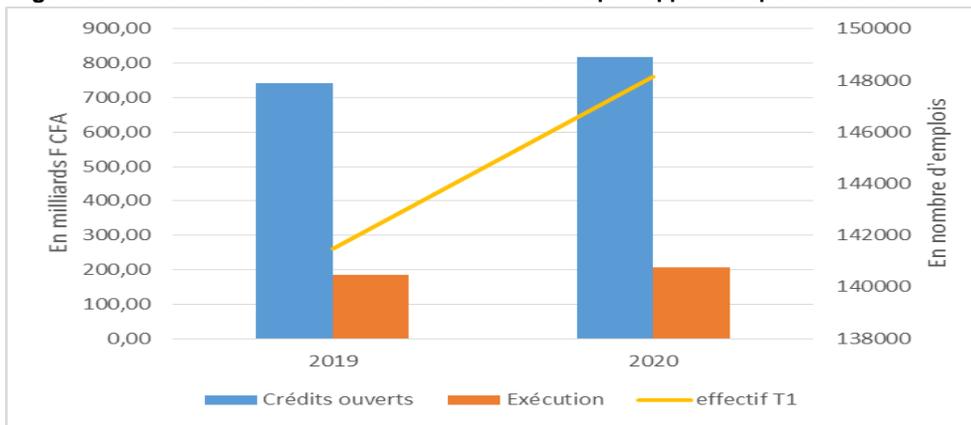
Comparée au premier trimestre de 2019, les dépenses de personnel ont augmenté de 22,897 milliards, soit 11% en valeur relative.

Cette hausse s'explique par, notamment :

- l'augmentation de l'effectif de la fonction publique (qui passe de **145294** agents au quatrième trimestre 2019 à **148141** agents à fin mars 2020), qui est consécutive à une mise en solde de 4323 agent dont 93% affectés dans le secteur de l'enseignement ;
- l'entrée en vigueur de la dernière tranche de l'indemnité de logement (**15 000 FCFA** par agent) des agents ;
- l'apurement des factures des dépenses de santé pour un montant global de **6,025 milliards** ;

L'effectif total employé à fin mars 2020 s'élève à 148 141 agents, soit 92% du plafond annuel de 160 334 autorisé par la LFI 2020.

Figure 3 : Evolution de la masse salariale et des effectifs par rapport aux plafonds de la LFI



Source : DS/DGBMFB

3. Autres dépenses ordinaires

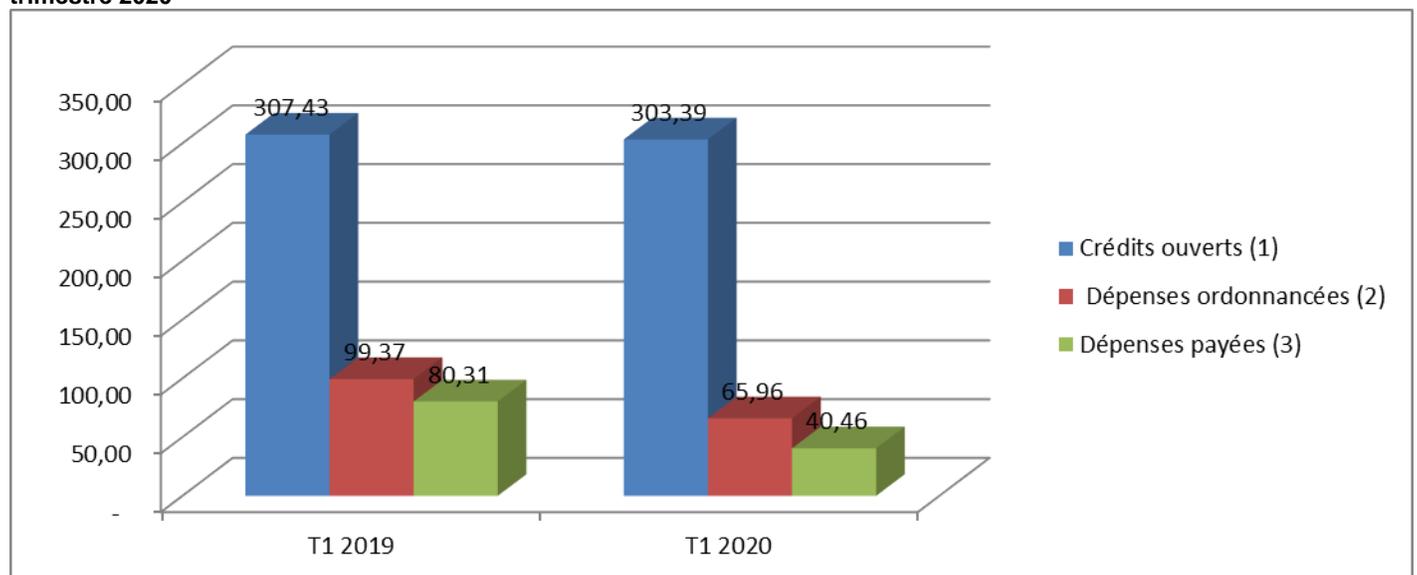
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des Ministères et des institutions ;
- les dépenses de transferts courants pour la prise en charge des charges d'exploitation et de fonctionnement d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi que des appuis à des catégories socio-professionnelles de la population.

Au 31 mars 2020, les dépenses d'acquisition de biens et de services sont exécutées (ordonnancées) à hauteur de 65,96 milliards, soit 21,7% des crédits ouverts, contre 32,3% (99,37 milliards) un an auparavant. Le taux d'exécution des dépenses est en repli de plus de 10 points de pourcentage. Cette baisse du niveau d'exécution s'expliquerait par le ralentissement des activités de l'administration suite aux mesures prises par le chef de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la covid-19.

Cette situation est à la défaveur des programmes « Pilotage, Coordination et Gestion administrative » qui, globalement, sont exécutés à hauteur de 15,2% des crédits ouverts.

Figure 4 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisition de biens et de services à la fin du premier trimestre 2020



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

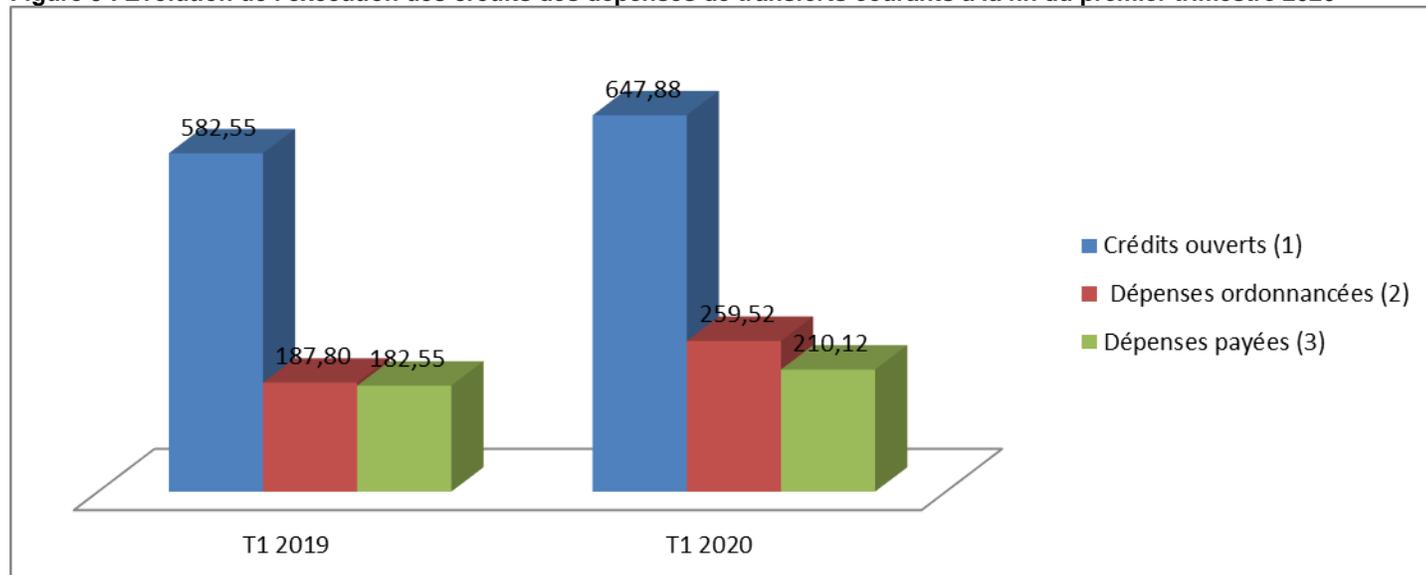
Les programmes métiers sont, dans une moindre mesure, impactés avec un taux d'exécution de 19,1%. Toutefois, des efforts sont réalisés dans les secteurs suivants :

- la santé, qui a enregistré un taux d'exécution de 24,6% principalement porté par le programme « santé de base » ;
- l'éducation, avec un taux d'exécution de 23,6%, en liaison avec les paiements aux professeurs et maîtres contractuels ;
- l'ordre et la sécurité publique, où les crédits sont exécutés à hauteur de 25,6%. Ce niveau d'exécution est tiré par le programme « Sûreté publique et maintien de l'ordre » qui a enregistré un taux d'exécution 43,2%.

S'agissant des dotations, elles affichent un taux d'exécution de 31,8% des crédits ouverts, en raison des impôts et taxes payés dans le cadre des investissements réalisés sur ressources extérieures. Compte tenu du caractère évaluatif des crédits ouverts au titre de ces impôts et taxes, les dépenses sont exécutées pour un montant (21,89 milliards) qui dépasse le triple de ce qui a été autorisé (6,7 milliards)

Le niveau d'exécution des dépenses de transferts courants a considérablement augmenté comparativement à ceux qui ont été effectués à la même période de l'année dernière. Les transferts courants exécutés au 31 mars 2020 s'élèvent à 259,52 milliards, soit 40,1% des crédits ouverts, contre 187,80 milliards (32,2%) un an auparavant.

Figure 5 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du premier trimestre 2020



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

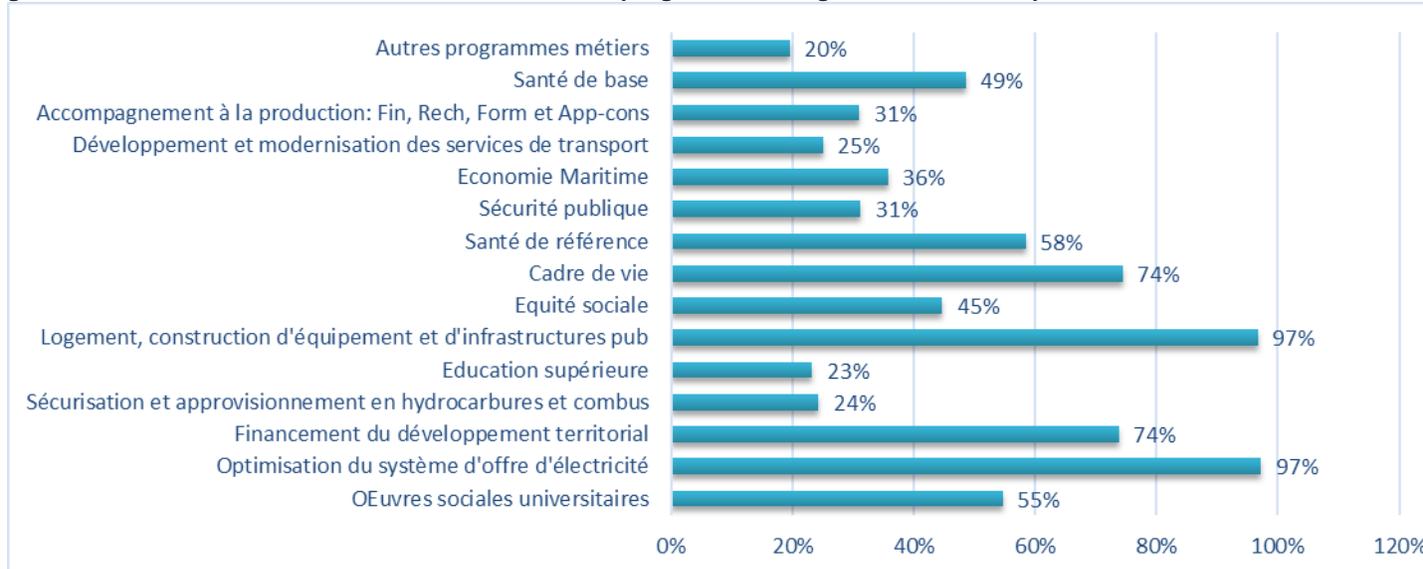
Ce niveau élevé d'exécution découle essentiellement des transferts effectués pour les programmes des secteurs sociaux suivants :

- le programme « santé de référence » qui exécute déjà 58% de ses crédits ouverts au titre des transferts courants destinés essentiellement aux subventions des établissements publics de santé ;
- le programme « couverture maladie universelle » au profit duquel 50% des crédits ouverts au titre des transferts courants sont exécutés ;
- les programmes « œuvres sociales universitaires » et « éducation supérieure » pour lesquels 55% et 23% des crédits ouverts au titre des transferts courants sont respectivement exécutés. Les transferts au profit du premier programme sont consacrés au paiement des bourses nationales et étrangères des étudiants et aux subventions accordées aux centres des œuvres universitaires et institutions d'enseignement supérieur.

Des niveaux d'exécution satisfaisants sont également enregistrés dans les programmes suivants :

- le programme « Financement du développement territorial », avec la mobilisation de 90% des crédits ouverts au titre du fonds de dotation de la décentralisation ;
- le programme « Optimisation du système d'offre d'électricité », en liaison avec le versement à la SENELEC du total des crédits ouverts au titre de compensation ;
- le programme « cadre de vie », dont 75% des crédits ouverts au titre de transferts sont exécutés. Les crédits exécutés sont constitués du versement à l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides pour prendre en charge les frais liés au ramassage des ordures ;
- le programme « Logement, construction d'équipements et d'infrastructures publiques », qui a mobilisé 97% des transferts courants. Ce niveau est expliqué par le versement intégral des transferts prévus pour le paiement de la location des bâtiments occupés par les services administratifs.

Figure 6 : Taux d'exécution des transferts courants des programmes budgétaires à la fin du premier trimestre 2020



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

4. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées au 31 mars 2020 s'élèvent à 453,61 milliards FCFA sur des Crédits de paiement ouverts de 1476,90 FCFA, soit un taux d'exécution de 30,7%. Ces dépenses sont réparties entre :

- dépenses financées sur ressources internes pour un montant de 259,01 milliards, représentant 57% du total des dépenses en capital exécutées au cours du premier trimestre ;
- et dépenses financées sur ressources externes pour un montant de 194,6 milliards.

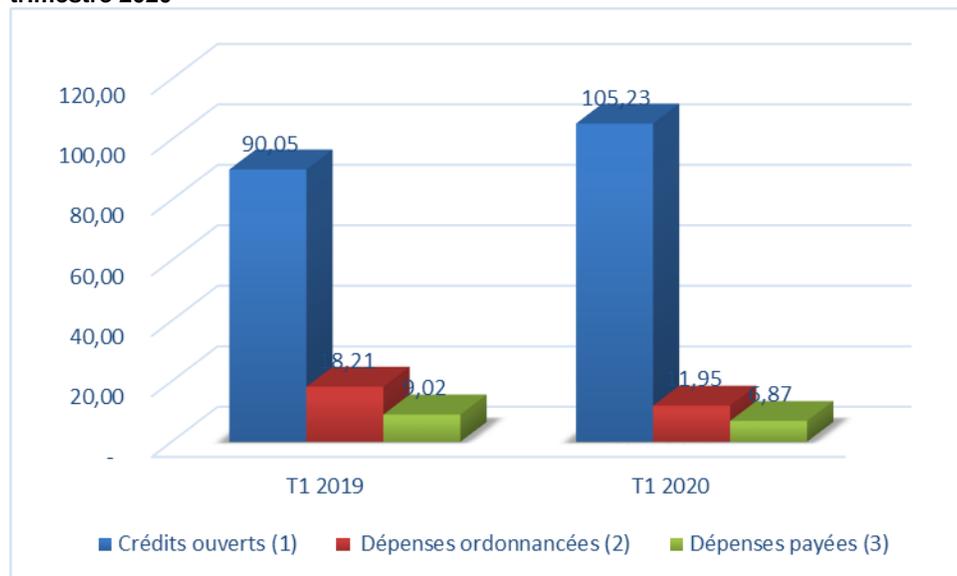
4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

Les dépenses financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et les dépenses de transferts en capital.

Au 31 mars 2020, les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat sont arrêtées à hauteur de 11,95 milliards FCFA sur des crédits ouverts de 105,23 milliards, soit un faible taux d'exécution de 11,4% contre un taux de 20,4% réalisé à la même date de l'année précédente.

Le niveau bas de l'exécution de ces dépenses, observé sur une bonne partie des programmes serait expliqué, par le processus de passation des marchés qui est généralement long. La part des AE consommées par rapport à celles qui sont ouvertes (5%) montre le niveau relativement faible du montant des marchés signés au titre des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat.

Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits de Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat à la fin du premier trimestre 2020

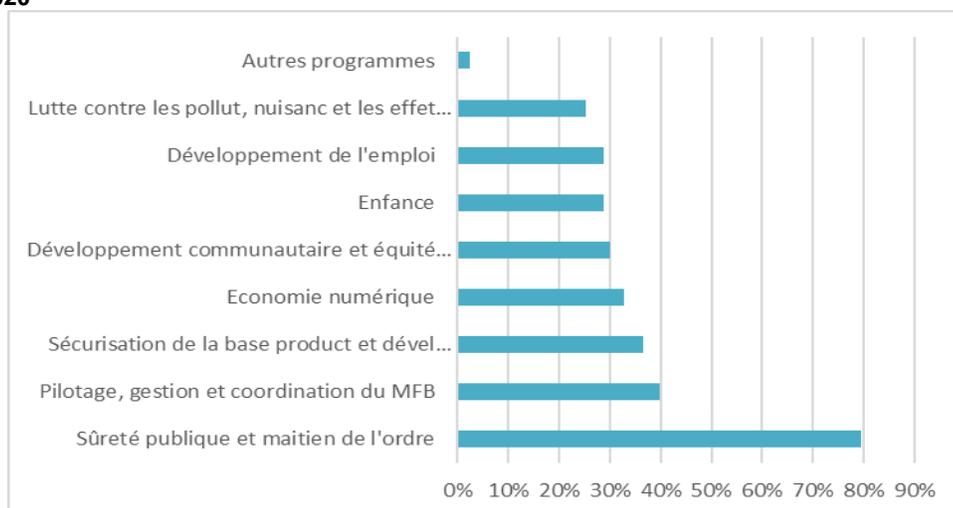


Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Toutefois, quelques programmes réalisent des niveaux d'exécution satisfaisants :

- le programme « Sûreté publique et maintien de l'ordre », qui exécute cette catégorie de dépenses à hauteur de 79% des crédits ouverts ;
- le programme « Pilotage, gestion et coordination du MFB », qui enregistre un taux d'exécution de 40% des crédits ouverts à la faveur principalement de la réhabilitation de l'immeuble du Ministère des Finances et du Budget ;
- le programme « Sécurisation de la base de production et de développement des infrastructures rurales », qui réalise un niveau d'exécution de 37% des crédits ouverts expliqué par une exécution de 72% des crédits ouverts au titre du programme de réalisation des bassins de rétention.

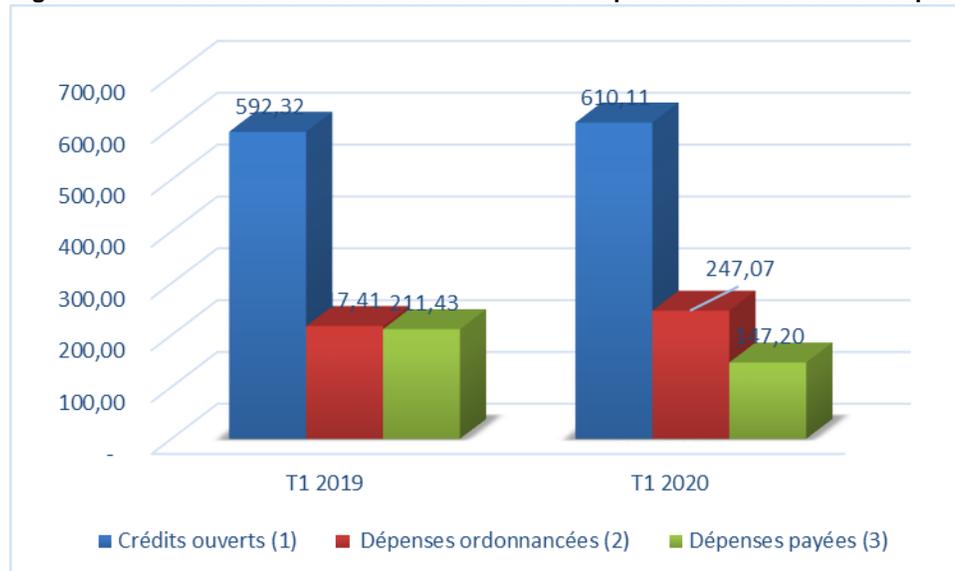
Figure 8 : Taux d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat des programmes à la fin du premier trimestre 2020



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Au 31 mars 2020, le niveau d'exécution des dépenses de transferts en capital se situe à 247,07 milliards, soit un taux d'exécution de 40,5% des crédits ouverts de 610,11 milliards, traduisant une amélioration de 4 points de pourcentage par rapport à la même date de l'année précédente.

Figure 9 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du premier trimestre 2020



Le niveau d'exécution des transferts en capital est imputable aux programmes métiers qui ont globalement enregistré pour cette catégorie de dépenses un taux d'exécution 42,8% pour un montant de 234,85 milliards. Les transferts versés se situent à hauteur de 135,68 milliards, représentant 25% des crédits ouverts. Ces programmes se trouvent dans les secteurs suivants :

- i) le secteur des services généraux des administrations publiques avec, notamment les programmes : « financement du développement territorial » et « Gouvernance électorale » qui ont mobilisé l'intégralité des crédits ouverts au titre des transferts en capital ;
- ii) le secteur de la défense à travers le programme « Défense du territoire national » qui a mobilisé 100% des crédits destinés à l'acquisition d'aéronefs ;
- iii) le secteur des affaires économiques est constitué en grande partie des sous-secteurs de l'agriculture et des transports qui enregistrent respectivement des taux d'exécution de 53% et 44% au premier trimestre 2020.

Le sous-secteur de l'agriculture est tiré par le programme « Augmentation de la production et valorisation des produits agricoles » qui a mobilisé 60% de ses crédits ouverts au titre de transferts en capital pour l'amélioration de la productivité agricole. En outre, dans ce sous-secteur, le programme « Promotion socio-économique des jeunes », dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement agricole communautaire (PRODAC), a mobilisé au cours du trimestre plus de 80% des crédits au titre des transferts en capital.

Dans le sous-secteur des transports, la forte mobilisation des transferts en capital est imputée aux programmes :

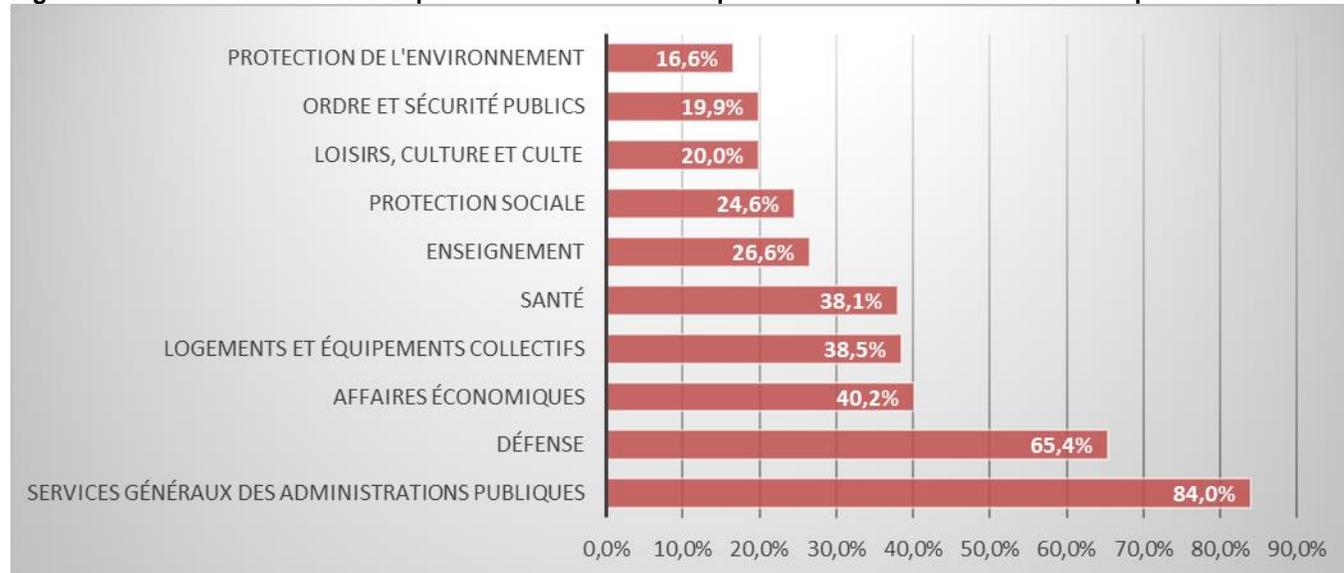
- « Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire », dans le cadre la mise en œuvre du projet de construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD ;

- « Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures routières », dans le cadre de la mise en œuvre des projets de réalisation d'infrastructures de routes et d'autoroutes

iv) Le secteur des logements et équipements collectifs a bénéficié d'une bonne exécution des transferts en capital (38,5%), grâce au programme « Logement, construction d'équipements et d'infrastructures publiques ». Ce programme a mobilisé plus des trois quart des crédits de transferts en capital pour la construction des cités ministérielles et la mise en œuvre du projet « une famille - un toit » dans le cadre de la promotion de l'habitat social.

v) Le secteur de la santé qui mobilise 38,1% des crédits ouverts sur les transferts en capital, grâce au programme « santé de référence » qui a mobilisé 45% de ces crédits, à la date du 31 mars 2020, destinés essentiellement à la lutte contre la covid-19.

Figure 10 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital suivant les fonctions à la fin du premier trimestre 2020



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

4.2 Dépenses en capital financées sur ressources externes

Au titre des dépenses en capital sur ressources externes, le montant ordonnancé s'élève, à la date du 31 mars 2020, à 194,6 milliards F CFA, sur une prévision de 761 milliards, soit un taux d'exécution de 25%. Ces dépenses sont financées à 82% sur prêts (159,7 milliards) et 18% sur dons (34,9 milliards).

Parmi ces dépenses, un montant de 9,0 milliards F CFA a fait objet de rétrocession dont 6,6 milliards FCFA en prêts projets et 2,4 milliards FCFA en dons en capital. Les principaux projets bénéficiaires de ce montant rétrocedé sont le projet KMS III (SONES) et les projets du secteur de l'énergie au profit de la SENELEC, de l'OMVS et de l'OMVG.

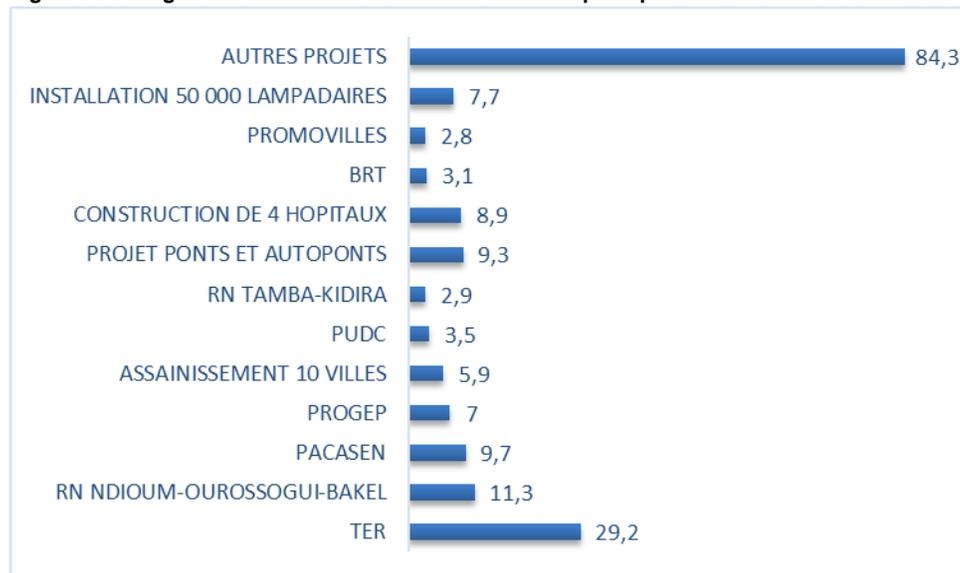
Tableau 6 : Situation des tirages sur ressources extérieures à la fin du premier trimestre de 2020

	Prêts projets	Dons en capital	Total
Tirages hors rétrocessions	153,1	32,5	185,6
Rétrocessions	6,6	2,4	9,0
Total	159,7	34,9	194,6

Source : DODP/DGBMFB

Les tirages hors rétrocession couvrent 158 projets dont une dizaine bénéficie de plus de la moitié (54%) de ces ressources (voir figure ci-dessous). Le projet de construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD est le plus important à avoir mobilisé de ressources externes au premier trimestre, avec un tirage sur prêts projet d'un montant de 29,2 milliards, représentant 16% de ces prêts.

Figure 11 : Tirages des ressources extérieures selon les principaux bailleurs au 31 mars 2020



Source : DODP/DGBMFB

III. LES RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESORS

III.1 LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

Les recettes du FNR se chiffrent en fin mars 2020 à **30,329** milliards FCFA, dont **26,576** milliards FCFA générés par le régime de base de retraite et **3, 752** milliards FCFA par le régime complémentaire.

Les dépenses du FNR se chiffrent à **25,901** milliards CFA, constitué des allocations de pension du régime général ; le régime complémentaire n'ayant pas encore enregistré de dépense.

Il dégage ainsi un solde cumulé positif de **4,427** milliards FCFA au 31 mars 2020, soit un léger recul de 1,532 milliards, comparativement à la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique par un léger repli des recettes qui fait face à une hausse de dépenses de 1,511. Le repli est dû à la prise en compte, dans les recettes du premier trimestre de 2019, d'un montant de 2,076 milliards qui correspondait à une régularisation d'arriérés de cotisations constatées sur la gestion de 2018. Ainsi, sur la base des cotisations effectivement constatées sur la période sous-revue, les recettes évolueraient en hausse de 2,055 milliards et le solde s'apprécierait de 523 millions.

Par ailleurs, le paiement de rappels de pensions à **626** ex-policiers radiés d'un montant de **0,762** milliard a été effectif en janvier et février 2020.

Le nombre total des cotisants est de 111 981 et le nombre de pensionnés de 69 546 en fin mars 2020, soit un rapport démographique de 1,610.

Tableau 7 : Situation d'exécution du FNR à la fin du premier trimestre 2020

	LFI 2020 (1)	T1_2019 (2)	T1_2020 (3)	Ecart n/n-1 (3-2)
Recettes (en milliards F CFA)	111,75	30,35	30,329	-0,021
dont régime complémentaire			3,752	3,752
Nombre de cotisants		104 911	111 981	7070
Dépenses (en milliards F CFA)				
	111,75	24,39	25,901	1,511
Nombre Allocataires		67928	69 546	1618
Solde du FNR				
	0	5,96	4,428	-1,532

Source : DP/DGB/MFB

III.2 AUTRES OPÉRATIONS DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Au cours du premier trimestre 2020, seul le compte de prêts a connu une exécution uniquement en recettes constituées de remboursements de prêts pour un montant de 267 millions F CFA.

Le solde de 267 millions ainsi dégagé par le compte s'est détérioré de 1,821 milliard, comparativement à la même période de l'année précédente.

Tableau 8 : Situation d'exécution des comptes spéciaux du trésor (hors FNR) à la fin du premier trimestre 2020

Rubriques	LFI 2020	T1_2019	T1_2020	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	24,05	1,9870	0,00267	- 1,9843
Dépenses (en milliards F CFA)	24,05	0,1633	-	- 0,1633
Solde	-	1,8236	0,00267	- 1,8210

Source : DEES/DGCPT/MFB

IV. LES RESSOURCES ET LES CHARGES DE TRÉSORERIE

IV.1 LES RESSOURCES DE TRÉSORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées essentiellement d'emprunts ainsi répartis :

- 153,1 milliards FCFA de tirages sur prêts projets auprès principalement de la Banque mondiale, de l'AFD, de la BID, de la Société Générale de Banques, de NATIXIS, de la BAD et de la BOAD. Ces bailleurs représentent environ 70% du montant total des tirages sur prêts projets ;
- 148,5 milliards d'émissions de titres publics sur le marché régional. Ces émissions par adjudication sont composées d'obligations du Trésor pour un montant de 62,82 milliards pour une durée de 3 ans, de 67,43 milliards pour une durée de 5 ans et d'un montant de 18,25 milliards pour une durée de 7 ans.

Les dépenses de trésorerie comprennent les remboursements du capital de la dette contractée par l'Etat.

Les ordonnancements effectués au titre du remboursement du capital (hors PPTE/IADM), au cours du premier trimestre 2020, se chiffrent provisoirement à 123,88 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 506,2 milliards, soit un taux d'exécution de 24,5%. Le montant remboursé comprend 78,09 milliards pour la dette intérieure et 45,79 milliards pour la dette extérieure.

Le service prévisionnel des remboursements au titre des allègements de dette est estimé à 10,65 milliards de francs CFA dont 0,69 milliard pour les PPTE et 9,96 milliards pour l'IADM.

IV.2 Les ressources et dépenses du secteur parapublic

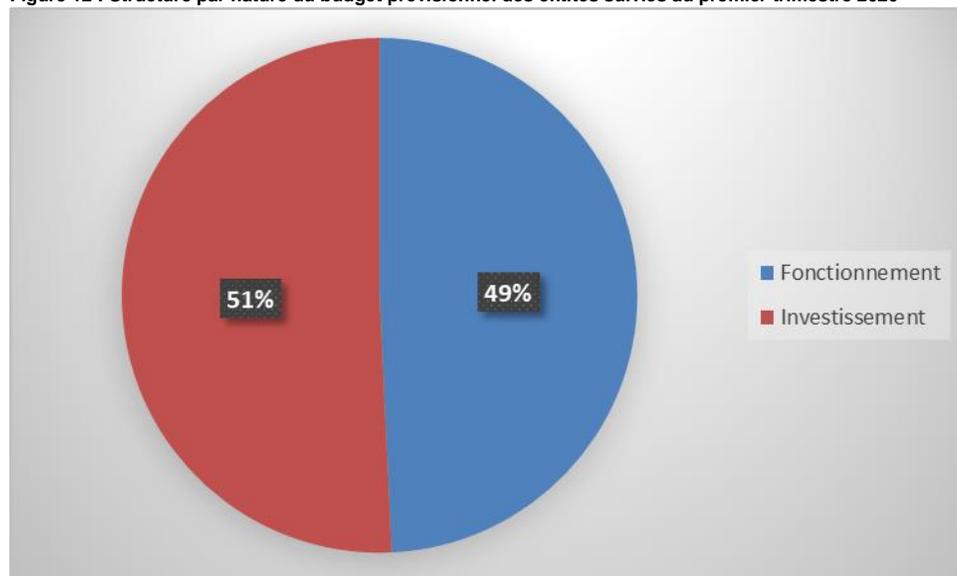
La situation d'exécution budgétaire du secteur parapublic au premier trimestre porte sur 42 organismes public autonomes. Il s'agit de :

- 12 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 08 établissements publics de santé (EPS) ;
- 11 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires ;
- 11 autres organismes publics (5 EPIC, 2 EPST, 2 EPP, 3 ARD, CESE et CENA)

a. Situation des budgets prévisionnels

Les entités suivies au premier trimestre 2020 cumulent, au titre de l'exercice 2020, un budget prévisionnel de 1176,684 milliards FCFA, qui comprend des crédits de fonctionnement pour un montant de 579,520 milliards francs CFA (51% du budget) et d'investissement pour 597,164 milliards (49%).

Figure 12 : Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au premier trimestre 2020



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les transferts attendus de l'État, qui représentent 37,72% des prévisions globales de recettes, s'élèvent à 443,887 milliards F CFA. Ils se décomposent en transferts courants de 203,644 milliards (35,14% des recettes de fonctionnement) et en transferts en capital de 240,243 milliards (40,23% des recettes d'investissement).

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à 123,390 milliards. Elles représentent 21,29% du budget de fonctionnement et 10,49 % du budget global.

b. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées s'élèvent à de 288,006 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 24,48% des prévisions. Les transferts de l'Etat sont mobilisés à hauteur de 123,394, soit 27,80 % des transferts prévus. Les

transferts mobilisés sont constitués pour 77,439 milliards, de transferts courants et, pour 45,955 milliards, de transferts en capital, soit des taux d'exécution respectifs de 38,03 % et 19,13 %.

Le taux d'exécution des dépenses du budget s'établit à 27,85%, soit un montant de 238,159 milliards. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de 169,875 milliards et celles d'investissement à 68, 284 milliards, soit des taux d'exécution respectifs de 29,31 % et 11,43% des prévisions.

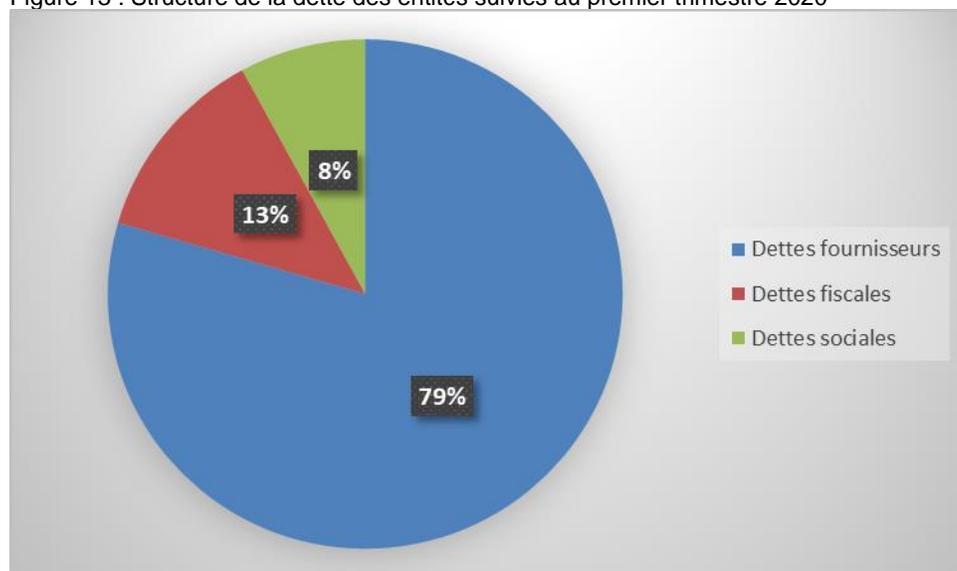
Les dépenses de personnel sont exécutées à hauteur de 28,811 milliards, soit 23,35% des prévisions.

c. Situation de la dette

La dette non bancaire de ces structures s'élève à 196,621 francs CFA et se décompose ainsi qu'il suit :

- dettes fournisseurs de 156,341 milliards ;
- dettes fiscales de 24,718 256 milliards.
- dettes sociales de 15,562.

Figure 13 : Structure de la dette des entités suivies au premier trimestre 2020



Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette bancaire est constituée d'emprunts pour **15,023** francs CFA, ramenant ainsi la dette globale des 42 structures à **211,644 milliards**.

ANNEXE

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en milliards FCA)

Nature de la recette	TRIM_1_2019	TRIM_1_2020
A1 RECETTES	529,30	546,95
A11 Recettes fiscales	497,74	491,32
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	167,87	177,17
A1111 A la charge des personnes physiques	85,06	80,59
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	81,82	96,58
A1113 Non ventilables	0,99	-
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	2,07	2,33
A113 Impôts sur le patrimoine	15,41	7,06
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	1,14	1,59
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	14,27	5,47
A114 Impôts sur les biens et services	233,91	234,20
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	177,57	168,04
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	170,39	167,97
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	23,48	37,30
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	17,31	14,55
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	3,70	3,66
A11452 Autres	13,61	14,55
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	70,01	63,23
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	70,01	63,23
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	8,48	7,33
A13 Dons	18,45	35,56
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	18,45	35,56
A1311 Courants	4,20	0,66
A1312 En capital	14,25	34,90
A132 Reçus d'organisations internationales	-	-
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	13,11	20,07
A141 Revenu de la propriété	9,89	14,93
A1411 Intérêts	0,25	0,15
A1412 Dividendes	5,00	-
A1415 Loyers	4,64	14,79
A142 Ventes de biens et services	2,68	2,92
A1422 Droits administratifs	2,65	2,92
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,04	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	0,54	2,22

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 2 : Situation d'exécution des autorisations d'engagement et des crédits de paiement répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépenses

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Présidence de la République	Présidence de la République	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	8,99	0,00	8,99	0,00	0,70	0,50	0,05	0,45
Présidence de la République	Présidence de la République	Dépenses de transferts courants	0,00	39,46	0,00	39,86	0,00	16,32	16,32	16,32	0,00
Présidence de la République	Présidence de la République	Dépenses de transferts en capital	37,15	19,86	37,15	19,86	3,43	3,43	3,43	3,43	0,00
Assemblée Nationale	Assemblée Nationale	Dépenses de transferts courants	0,00	15,07	0,00	15,42	0,00	4,23	4,23	4,23	0,00
Assemblée Nationale	Assemblée Nationale	Dépenses de transferts en capital	7,95	2,73	7,95	2,73	0,09	0,09	0,09	0,09	0,00
Conseil Economique Social et Environnemental	Conseil Economique, Social et Environnemental	Dépenses de transferts courants	0,00	6,60	0,00	6,60	0,00	3,00	3,00	3,00	0,00
Conseil Constitutionnel	Conseil Constitutionnel	Dépenses de transferts courants	0,00	0,90	0,00	0,90	0,00	0,23	0,23	0,23	0,00
Cour Suprême	Cour Suprême	Dépenses de transferts courants	0,00	0,80	0,00	0,80	0,00	0,20	0,20	0,20	0,00
Cour des Comptes	Cour des Comptes	Dépenses de transferts courants	0,00	4,36	0,00	4,36	0,00	1,09	1,09	1,09	0,00
Cour des Comptes	Cour des Comptes	Dépenses de transferts en capital	10,35	0,80	10,75	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	Conseil des Collectivités Territoriales	Dépenses de transferts courants	0,00	6,30	0,00	6,30	0,00	2,80	2,80	2,80	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	Conseil des Collectivités Territoriales	Dépenses de transferts en capital	2,34	2,34	2,34	2,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Programme de lutte contre la malnutrition	Dépenses de transferts en capital	15,00	1,29	15,00	1,29	0,32	0,32	0,32	0,32	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	3,14	0,00	3,22	0,00	0,46	0,39	0,28	0,11
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	Dépenses de transferts courants	0,00	5,87	0,00	7,50	0,00	2,12	2,12	2,12	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	5,29	0,20	5,29	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	Dépenses de transferts en capital	24,46	4,51	25,96	6,01	3,78	3,78	3,78	3,78	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	19,83	0,00	20,09	0,00	10,06	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	Dépenses de transferts courants	0,00	3,97	0,00	4,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	22,00	1,50	22,20	1,70	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,25	0,00	0,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	Dépenses de transferts courants	0,00	0,75	0,00	0,75	0,00	0,19	0,19	0,00	0,19
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Gestion des Affaires consulaires et promotion	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,71	0,16	1,71	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	des SE										
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	Dépenses de transferts en capital	0,95	0,95	0,95	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	8,43	0,00	8,43	0,00	0,49	0,18	0,06	0,12
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	1,87	0,00	2,48	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,50	0,27	1,50	0,27	0,16	0,16	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	0,30	0,30	0,30	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Promotion de la Diplomatie économique	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	29,79	0,00	29,79	0,00	6,51	6,38	1,80	4,58
Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	33,80	11,01	33,80	11,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	Dépenses de transferts en capital	140,84	11,47	140,84	11,47	7,50	7,50	7,50	5,00	2,50
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	2,62	0,00	2,82	0,00	1,11	0,77	0,48	0,29
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	2,98	0,00	2,98	0,00	1,14	1,14	1,14	0,00
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	6,88	1,23	7,28	1,63	0,15	0,15	0,15	0,15	0,00
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	9,62	0,00	10,12	0,00	4,48	4,37	2,96	1,41
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	Dépenses de transferts courants	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	16,45	8,82	17,70	10,07	8,01	8,01	8,01	6,50	1,51
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	Dépenses de transferts en capital	27,20	3,89	27,20	3,89	0,34	0,34	0,34	0,34	0,00
Ministère de l'Intérieur	Administration territoriale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	2,46	0,00	2,46	0,00	1,17	0,96	0,44	0,53
Ministère de l'Intérieur	Administration territoriale	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	10,74	0,24	10,74	0,24	0,05	0,05	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Gouvernance électorale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,28	0,00	0,98	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère de l'Intérieur	Gouvernance électorale	Dépenses de transferts courants	0,00	2,10	0,00	2,10	0,00	0,53	0,53	0,53	0,00
Ministère de l'Intérieur	Gouvernance électorale	Dépenses de transferts en capital	50,00	10,07	50,00	10,07	10,07	10,07	10,07	10,07	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,55	0,00	1,55	0,00	0,14	0,10	0,08	0,02
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,10	1,10	1,10	1,10	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	1,00	1,00	1,38	1,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	3,37	0,00	3,37	0,00	0,97	0,94	0,02	0,92
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	Dépenses de transferts courants	0,00	1,82	0,00	5,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	10,49	1,47	10,49	1,47	1,00	0,96	0,20	0,09	0,12
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	Dépenses de transferts en capital	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	0,00
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	7,68	0,00	7,68	0,00	1,65	1,07	0,38	0,68
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	Dépenses de transferts courants	0,00	10,30	0,00	10,30	0,00	3,22	3,22	2,20	1,02
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	20,36	1,86	20,46	1,96	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	Dépenses de transferts en capital	36,40	6,84	37,78	8,22	2,48	2,48	2,48	1,50	0,98
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	5,71	0,00	5,63	0,00	1,99	0,75	0,20	0,54
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	Dépenses de transferts courants	0,00	0,32	0,00	0,32	0,00	0,08	0,08	0,08	0,00
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	15,00	0,80	15,05	0,93	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	Dépenses de transferts en capital	0,20	0,20	0,20	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Bonne gouvernance et Droits humains	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,13	0,00	0,38	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère de la Justice	Bonne gouvernance et Droits humains	Dépenses de transferts courants	0,00	0,18	0,00	0,18	0,00	0,18	0,18	0,18	0,00
Ministère de la Justice	Bonne gouvernance et Droits humains	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	7,75	0,32	7,75	0,32	0,19	0,04	0,03	0,02	0,01
Ministère de la Justice	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,70	0,00	0,70	0,00	0,22	0,12	0,07	0,05
Ministère de la Justice	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,44	0,44	0,44	0,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,73	0,00	1,75	0,00	0,44	0,30	0,14	0,16
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	Dépenses de transferts courants	0,00	1,13	0,00	1,13	0,00	0,60	0,60	0,50	0,10

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	23,66	2,10	23,93	2,37	0,29	0,18	0,11	0,07	0,04
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,00
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,62	0,00	0,62	0,00	0,12	0,09	0,08	0,00
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	1,45	0,00	1,45	0,00	0,59	0,59	0,59	0,00
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,00	0,01	1,12	0,13	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	5,00	0,63	5,00	0,63	0,53	0,53	0,53	0,53	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Fonction publique	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,60	0,00	0,60	0,00	0,03	0,02	0,02	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Fonction publique	Dépenses de transferts courants	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Fonction publique	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,52	0,52	0,52	0,52	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,58	0,00	0,58	0,00	0,03	0,03	0,03	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Renouveau du service public	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,25	0,00	0,25	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Renouveau du service public	Dépenses de transferts en capital	12,41	0,50	12,41	0,50	0,15	0,15	0,15	0,15	0,00
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Gouvernance du marché du travail	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,64	0,00	0,64	0,00	0,11	0,11	0,03	0,07
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Gouvernance du marché du travail	Dépenses de transferts courants	0,00	0,90	0,00	0,90	0,00	0,25	0,25	0,25	0,00
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,33	0,00	0,33	0,00	0,03	0,03	0,01	0,02
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,29	0,29	0,29	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Protection sociale des travailleurs	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	Protection sociale des travailleurs	Dépenses de transferts courants	0,00	0,15	0,00	0,15	0,00	0,07	0,07	0,07	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	Dépenses de transferts courants	0,00	6,77	0,00	6,77	0,00	2,42	2,42	0,70	1,72
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	5,50	2,80	5,50	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	Dépenses de transferts en capital	99,80	7,38	97,40	4,98	0,71	0,71	0,71	0,13	0,58
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pêche et Aquaculture	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,38	0,00	0,38	0,00	0,15	0,11	0,03	0,08
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pêche et Aquaculture	Dépenses de transferts courants	0,00	0,96	0,00	0,96	0,00	0,31	0,31	0,28	0,03
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pêche et Aquaculture	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	12,19	1,24	12,45	1,50	0,04	0,04	0,04	0,00	0,03
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pêche et Aquaculture	Dépenses de transferts en capital	33,08	2,43	33,08	2,43	0,61	0,61	0,61	0,40	0,21
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,18	0,00	0,18	0,00	0,04	0,04	0,00	0,04
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement et modernisation des services de transport	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,14	0,00	0,14	0,00	0,02	0,02	0,00	0,02
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement et modernisation des services de transport	Dépenses de transferts courants	0,00	8,87	0,00	8,87	0,00	2,22	2,22	1,55	0,67
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement et modernisation des services de transport	Dépenses de transferts en capital	36,34	1,63	36,34	1,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures rout	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,09	0,00	0,09	0,00	0,06	0,05	0,05	0,01
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures rout	Dépenses de transferts en capital	1 306,08	89,92	1 308,75	92,59	24,33	24,33	24,33	1,55	22,78
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	Dépenses de transferts courants	0,00	2,87	0,00	2,87	0,00	0,75	0,75	0,47	0,28
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	Dépenses de transferts en capital	125,26	33,80	125,26	33,80	30,73	30,73	30,73	18,50	12,23
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,45	0,00	0,45	0,00	0,05	0,05	0,01	0,04
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,03	0,03	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Désenclavement											
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,14	0,00	0,14	0,00	0,03	0,03	0,01	0,02
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	Dépenses de transferts courants	0,00	7,05	0,00	7,05	0,00	2,19	2,19	1,14	1,05
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,65	0,00	0,65	0,00	0,23	0,21	0,07	0,13
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	Dépenses de transferts courants	0,00	15,80	0,00	15,80	0,00	0,17	0,17	0,17	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	2,69	1,59	2,75	1,65	0,04	0,03	0,03	0,00	0,03
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	Dépenses de transferts en capital	106,09	38,00	106,61	38,52	23,40	23,40	23,40	13,77	9,63
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,50	0,00	0,50	0,00	0,05	0,03	0,00	0,03
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,93	0,00	0,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,45	0,45	0,45	0,45	0,08	0,04	0,04	0,00	0,04
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	Dépenses de transferts courants	0,00	6,52	0,00	6,52	0,00	1,74	1,74	1,31	0,44
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	4,95	1,51	4,95	1,51	0,69	0,69	0,55	0,00	0,55
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	Dépenses de transferts en capital	11,31	3,90	12,11	4,70	1,09	1,09	1,09	0,45	0,64
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	3,48	0,00	3,49	0,00	0,36	0,22	0,12	0,10
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	Dépenses de transferts courants	0,00	0,19	0,00	0,29	0,00	0,27	0,27	0,27	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	5,34	2,71	5,71	3,07	0,13	0,08	0,08	0,04	0,04

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	l'exécution										
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	Dépenses de transferts en capital	19,80	19,80	30,30	30,30	29,20	29,20	29,20	0,70	28,50
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,15	0,00	1,55	0,00	0,14	0,08	0,03	0,05
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	Dépenses de transferts courants	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	2,11	2,11	2,28	2,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,54	0,00	1,62	0,00	0,18	0,15	0,06	0,09
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Dépenses de transferts courants	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,79	0,79	1,07	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Dépenses de transferts en capital	5,00	5,00	5,10	5,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,43	0,00	0,76	0,00	0,12	0,12	0,10	0,02
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	Dépenses de transferts courants	0,00	1,28	0,00	1,28	0,00	0,36	0,36	0,36	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,04	0,04	0,04	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	Dépenses de transferts en capital	0,89	0,89	1,09	1,09	0,30	0,30	0,30	0,30	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,71	0,00	1,71	0,00	0,27	0,26	0,01	0,25
Ministère des Finances et du Budget	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	Dépenses de transferts courants	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	Dépenses de transferts en capital	22,05	6,89	22,05	6,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	3,22	0,00	3,73	0,00	0,14	0,11	0,08	0,02
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	Dépenses de transferts courants	0,00	2,56	0,00	2,61	0,00	0,76	0,76	0,76	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	14,40	1,90	14,41	1,91	0,78	0,76	0,76	0,00	0,76
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et	Dépenses de transferts en	2,48	2,48	2,93	2,93	0,35	0,35	0,35	0,35	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	coordination du MFB	capital									
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	Dépenses de transferts courants	0,00	2,42	0,00	2,42	0,00	0,61	0,61	0,61	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,35	0,35	0,47	0,47	0,11	0,10	0,09	0,00	0,09
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	Dépenses de transferts en capital	111,25	9,65	112,25	10,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Optimisation du système d'offre d'électricité	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Optimisation du système d'offre d'électricité	Dépenses de transferts courants	0,00	25,93	0,00	25,93	0,00	25,21	25,21	25,21	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Optimisation du système d'offre d'électricité	Dépenses de transferts en capital	69,40	7,00	69,59	7,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,33	0,00	0,33	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,20	0,20	0,20	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	Dépenses de transferts courants	0,00	83,51	0,00	83,51	0,00	20,28	20,28	20,28	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,00	0,00	0,04	0,04	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	Dépenses de transferts en capital	14,59	1,05	14,79	1,25	0,43	0,43	0,43	0,43	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Développement du marché intérieur et de la consommation	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,15	0,00	0,15	0,00	0,04	0,04	0,01	0,02
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Développement du marché intérieur et de la consommation	Dépenses de transferts courants	0,00	0,81	0,00	0,81	0,00	0,18	0,18	0,18	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Développement du marché intérieur et de la consommation	Dépenses de transferts en capital	0,83	0,35	1,08	0,60	0,06	0,06	0,06	0,06	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	consommation										
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,13	0,00	0,13	0,00	0,06	0,05	0,02	0,03
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,52	0,00	0,52	0,00	0,13	0,13	0,13	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,01	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	Dépenses de transferts courants	0,00	1,36	0,00	1,55	0,00	0,23	0,23	0,23	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,00	0,02	0,16	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	Dépenses de transferts en capital	16,00	0,37	16,00	0,37	0,10	0,10	0,10	0,10	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	Dépenses de transferts courants	0,00	0,62	0,00	0,62	0,00	0,20	0,20	0,20	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,02	0,02	0,02	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Aménagement et développement urbain	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,26	0,00	0,26	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Aménagement et développement urbain	Dépenses de transferts courants	0,00	0,15	0,00	0,15	0,00	0,15	0,15	0,15	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Aménagement et développement urbain	Dépenses de transferts en capital	32,32	9,70	27,32	4,70	1,13	1,13	1,13	0,95	0,18
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Cadre de vie	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00	0,03	0,02	0,01	0,01
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Cadre de vie	Dépenses de transferts courants	0,00	12,10	0,00	12,10	0,00	9,00	9,00	9,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Cadre de vie	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,05	0,05	0,05	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du	Cadre de vie	Dépenses de transferts en	18,49	8,15	18,49	8,15	2,90	2,90	2,90	1,80	1,10

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
logement et de l'hygiène publique		capital									
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00	0,03	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	Dépenses de transferts courants	0,00	16,57	0,00	16,57	0,00	16,02	16,02	16,02	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	32,00	0,13	32,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	Dépenses de transferts en capital	174,46	22,81	179,20	27,55	16,42	16,42	16,42	15,92	0,50
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,31	0,00	0,31	0,00	0,12	0,09	0,06	0,03
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,40	0,40	0,40	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	2,22	0,50	2,23	0,51	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	compétitivité de l'industrie sénégalaise	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	compétitivité de l'industrie sénégalaise	Dépenses de transferts courants	0,00	2,46	0,00	2,46	0,00	0,89	0,89	0,83	0,06
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	compétitivité de l'industrie sénégalaise	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,10	0,10	0,10	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	compétitivité de l'industrie sénégalaise	Dépenses de transferts en capital	2,02	2,02	2,02	2,02	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	Dépenses de transferts courants	0,00	0,86	0,00	0,86	0,00	0,17	0,17	0,00	0,17
Ministère du Tourisme et des transports aériens	développement de la Sécurité et de la Sureté	Dépenses de transferts en capital	5,40	5,40	0,40	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	du Transport aer										
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement de l'Offre touristique	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,11	0,00	0,11	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement de l'Offre touristique	Dépenses de transferts courants	0,00	2,32	0,00	2,32	0,00	0,25	0,25	0,25	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement de l'Offre touristique	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement de l'Offre touristique	Dépenses de transferts en capital	19,72	2,16	19,72	2,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	Dépenses de transferts courants	0,00	5,24	0,00	5,24	0,00	0,63	0,63	0,63	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	Dépenses de transferts en capital	109,05	1,15	115,05	7,15	6,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,28	0,00	0,28	0,00	0,06	0,04	0,03	0,01
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,30	0,30	0,30	0,30	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Education de base des jeunes et adultes	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Education de base des jeunes et adultes	Dépenses de transferts courants	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,14	0,14	0,00	0,14
Ministère de l'Education Nationale	Education de base des jeunes et adultes	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,05	0,05	0,05	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Education préscolaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Education préscolaire	Dépenses de transferts courants	0,00	0,09	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	36,59	0,00	36,59	0,00	8,97	8,97	5,76	3,21
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	Dépenses de transferts courants	0,00	5,34	0,00	5,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	11,70	0,87	11,70	0,87	0,48	0,04	0,02	0,00	0,02
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	Dépenses de transferts en capital	2,11	2,11	2,48	2,48	0,30	0,30	0,30	0,00	0,30
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Moyen général	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,60	0,00	1,60	0,00	0,48	0,35	0,06	0,29
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Moyen général	Dépenses de transferts courants	0,00	0,24	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Moyen général	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	8,38	1,44	8,38	1,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement secondaire général	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,37	0,00	1,37	0,00	0,42	0,32	0,07	0,25
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement secondaire général	Dépenses de transferts courants	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,04	0,04	0,00	0,04
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement secondaire général	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	10,93	1,81	11,17	2,05	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	23,23	0,00	23,23	0,00	5,40	5,10	3,00	2,10
Ministère de l'Education Nationale	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	Dépenses de transferts courants	0,00	1,56	0,00	1,56	0,00	0,34	0,34	0,00	0,34
Ministère de l'Education Nationale	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,08	1,08	1,08	1,08	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,62	0,00	0,62	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	Dépenses de transferts courants	0,00	0,00	0,00	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	11,22	5,55	11,22	5,55	1,80	1,80	1,00	0,00	1,00
Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	Dépenses de transferts en capital	2,00	2,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Sports	Développement des ressources humaines et de la formation	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,21	0,00	0,21	0,00	0,02	0,01	0,00	0,01
Ministère des Sports	Développement des ressources humaines et de la formation	Dépenses de transferts courants	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Sports	Développement des ressources humaines et de la formation	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	4,17	0,57	4,17	0,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Sports	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,44	0,00	0,44	0,00	0,03	0,03	0,02	0,01
Ministère des Sports	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,28	0,28	0,18	0,10
Ministère de la Culture et de la	Développement et	Dépenses d'acquisition de biens	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Communication	Encadrement du Secteur de la Communication	et de services									
Ministère de la Culture et de la Communication	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Dépenses de transferts courants	0,00	3,96	0,00	4,49	0,00	1,33	1,33	1,33	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Dépenses de transferts en capital	13,00	5,60	10,40	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,02	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,21	0,00	0,21	0,00	0,06	0,04	0,02	0,03
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	Dépenses de transferts courants	0,00	5,83	0,00	5,90	0,00	1,89	1,89	1,69	0,20
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,02	0,02	0,02	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	Dépenses de transferts en capital	7,85	1,84	7,85	1,84	0,48	0,38	0,38	0,25	0,13
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	Dépenses de transferts courants	0,00	1,41	0,00	1,50	0,00	0,35	0,35	0,35	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,78	0,30	1,78	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	Dépenses de transferts en capital	15,16	2,38	15,16	2,38	1,16	1,16	1,16	1,16	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	12,41	0,00	13,45	0,00	2,98	2,64	0,12	2,52
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	15,29	0,00	15,54	0,00	2,32	2,32	0,17	2,15
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	2,86	1,15	2,86	1,15	0,08	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Protection sociale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,58	0,00	0,58	0,00	0,21	0,16	0,06	0,10

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Protection sociale	Dépenses de transferts courants	0,00	0,27	0,00	0,27	0,00	0,06	0,06	0,00	0,06
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Protection sociale	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,42	0,75	1,42	0,75	0,16	0,07	0,03	0,00	0,03
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Protection sociale	Dépenses de transferts en capital	0,29	0,29	0,29	0,29	0,15	0,15	0,15	0,00	0,15
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de base	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,60	0,00	1,60	0,00	0,59	0,49	0,13	0,36
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de base	Dépenses de transferts courants	0,00	4,06	0,00	4,06	0,00	1,97	1,97	0,00	1,97
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de base	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	4,07	2,92	4,33	3,18	0,64	0,03	0,02	0,00	0,02
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de base	Dépenses de transferts en capital	10,44	3,24	10,44	3,24	0,06	0,06	0,06	0,00	0,06
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,03	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	Dépenses de transferts courants	0,00	14,92	0,00	14,92	0,00	8,72	8,72	5,71	3,01
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	10,00	4,55	10,88	5,44	1,46	1,19	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	Dépenses de transferts en capital	12,95	4,87	18,38	10,30	5,18	5,18	5,18	0,00	5,18
Ministère de la Jeunesse	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,44	0,08	1,44	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,45	0,00	0,45	0,00	0,13	0,09	0,05	0,04
Ministère de la Jeunesse	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,96	0,32	1,96	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Jeunesse	Promotion socioéconomique des jeunes	Dépenses de transferts courants	0,00	1,24	0,00	1,24	0,00	0,74	0,74	0,35	0,39
Ministère de la Jeunesse	Promotion socioéconomique des jeunes	Dépenses de transferts en capital	44,38	9,17	44,38	9,17	7,37	7,37	7,37	7,37	0,00
Ministère de la Jeunesse	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de la Jeunesse	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	Dépenses de transferts courants	0,00	0,35	0,00	0,35	0,00	0,15	0,15	0,15	0,00
Ministère de la Jeunesse	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,08	0,08	0,08	0,08	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,70	0,00	0,70	0,00	0,22	0,19	0,07	0,12
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	Dépenses de transferts courants	0,00	0,35	0,00	0,35	0,00	0,09	0,09	0,09	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,30	0,30	0,30	0,30	0,08	0,04	0,04	0,00	0,03
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	Dépenses de transferts en capital	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,42	0,00	1,42	0,00	0,40	0,33	0,09	0,24
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Dépenses de transferts courants	0,00	0,73	0,00	1,03	0,00	0,21	0,21	0,21	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,79	0,79	0,79	0,79	0,23	0,17	0,14	0,03	0,11
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Dépenses de transferts en capital	0,27	0,27	0,27	0,27	0,06	0,06	0,06	0,06	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,44	0,00	0,44	0,00	0,11	0,10	0,03	0,07
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	Dépenses de transferts courants	0,00	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,49	0,49	0,49	0,49	0,14	0,13	0,13	0,03	0,10
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,25	0,00	1,55	0,00	0,31	0,21	0,03	0,18
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,05	0,05	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,35	0,35	0,35	0,35	0,08	0,08	0,05	0,01	0,04
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	0,04	0,04	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,04	0,20
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Autonomie Economique des femmes	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,09	0,00	0,09	0,00	0,03	0,03	0,00	0,02
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Autonomie Economique des femmes	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,55	0,55	0,55	0,55	0,05	0,03	0,02	0,00	0,02
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Autonomie Economique des femmes	Dépenses de transferts en capital	1,00	1,00	1,00	1,00	0,20	0,20	0,20	0,15	0,05
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Enfance	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,11	0,00	0,11	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Enfance	Dépenses de transferts courants	0,00	1,70	0,00	1,70	0,00	0,45	0,45	0,28	0,17
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Enfance	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,06	0,06	0,06	0,06	0,02	0,02	0,02	0,00	0,01
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Enfance	Dépenses de transferts en capital	0,84	0,84	1,03	1,03	0,07	0,07	0,07	0,00	0,07
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Famille et genre	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,44	0,00	0,44	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Famille et genre	Dépenses de transferts courants	0,00	0,48	0,00	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Famille et genre	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,06	1,06	1,11	1,11	0,20	0,06	0,05	0,00	0,05
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,19	0,00	0,19	0,00	0,07	0,03	0,00	0,03
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,15	0,15	0,15	0,15	0,06	0,06	0,03	0,00	0,03
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	Dépenses de transferts courants	0,00	1,45	0,00	1,45	0,00	0,43	0,43	0,43	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	Dépenses de transferts en capital	0,54	0,54	0,54	0,54	0,04	0,04	0,04	0,04	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'emploi	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'emploi	Dépenses de transferts courants	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,50	0,50	0,50	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'emploi	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,13	0,13	0,13	0,13	0,04	0,04	0,04	0,00	0,03
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'emploi	Dépenses de transferts en capital	0,10	0,10	0,10	0,10	0,05	0,05	0,05	0,05	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	6,05	0,00	6,05	0,00	1,37	1,24	0,74	0,50
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	Dépenses de transferts courants	0,00	0,91	0,00	0,91	0,00	0,43	0,43	0,15	0,28
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	5,50	2,15	5,50	2,15	0,62	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	Dépenses de transferts en capital	1,01	1,01	1,14	1,14	0,20	0,20	0,20	0,20	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,07	0,00	1,07	0,00	0,23	0,22	0,04	0,18
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	84,39	0,00	71,54	0,00	27,12	25,73	21,92	3,81
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	Dépenses de transferts courants	0,00	20,41	0,00	21,24	0,00	15,11	15,11	15,01	0,10
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	15,00	15,57	8,69	9,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	Dépenses de transferts en capital	29,65	17,27	31,78	19,40	2,15	2,15	2,15	1,65	0,50
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,31	0,00	0,31	0,00	0,03	0,03	0,02	0,01
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et	Dépenses de transferts courants	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,03	0,03	0,03	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	Appui Secteur privé										
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,15	0,18	1,15	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	Dépenses de transferts en capital	251,16	8,25	251,16	8,25	1,05	1,05	1,05	0,75	0,30
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,07	0,05	0,03	0,03
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Dépenses de transferts courants	0,00	7,28	0,00	7,32	0,00	1,93	1,93	1,93	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,37	0,37	0,39	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Dépenses de transferts en capital	0,90	0,90	0,90	0,90	0,45	0,45	0,45	0,45	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Pilotage gestion et coordination administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,83	0,00	0,83	0,00	0,08	0,07	0,04	0,03
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Pilotage gestion et coordination administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,30	0,00	0,30	0,00	0,07	0,07	0,07	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Pilotage gestion et coordination administrative	Dépenses de transferts en capital	3,30	0,98	3,30	0,98	0,25	0,25	0,25	0,25	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Mise en marché des produits animaux	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,09	0,00	0,09	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Mise en marché des produits animaux	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,15	0,15	0,16	0,16	0,03	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,83	0,00	0,83	0,00	0,09	0,08	0,02	0,06
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,03	0,00	0,03
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,10	0,10	0,10	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	Dépenses de transferts courants	0,00	0,50	0,00	0,50	0,00	0,13	0,13	0,00	0,13

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,79	1,79	2,04	2,04	0,28	0,12	0,08	0,00	0,08
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	Dépenses de transferts en capital	6,01	4,68	7,59	6,27	0,75	0,75	0,75	0,00	0,75
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Santé animale et Santé publique vétérinaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Santé animale et Santé publique vétérinaire	Dépenses de transferts en capital	0,72	0,72	0,80	0,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00	0,03	0,02	0,01	0,01
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	Dépenses de transferts courants	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00	0,50	0,50	0,50	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,95	0,39	0,95	0,39	0,16	0,15	0,13	0,03	0,10
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	Dépenses de transferts en capital	11,28	2,70	12,57	3,99	0,42	0,42	0,42	0,42	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,19	0,00	0,19	0,00	0,09	0,08	0,06	0,01
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,36	0,11	1,36	0,11	0,08	0,05	0,03	0,01	0,02
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Secteur postal	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Secteur postal	Dépenses de transferts courants	0,00	1,30	0,00	1,30	0,00	1,30	1,30	1,30	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,66	0,00	0,66	0,00	0,09	0,03	0,02	0,01
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,15	0,15	0,15	0,15	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de la microfinance	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de la microfinance	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,93	0,93	1,01	1,01	0,18	0,13	0,13	0,01	0,12
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de la microfinance	Dépenses de transferts en capital	0,36	0,36	0,36	0,36	0,06	0,06	0,06	0,06	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Microfinance de	Promotion de	Dépenses de transferts en	0,50	0,50	0,50	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
l'économie sociale et Solidaire	l'économie sociale et solidaire (ESS)	capital									
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Cohérence territoriale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Cohérence territoriale	Dépenses de transferts courants	0,00	1,30	0,00	1,30	0,00	0,31	0,31	0,31	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Cohérence territoriale	Dépenses de transferts en capital	30,02	1,59	30,84	2,41	0,05	0,05	0,05	0,05	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Financement du développement territorial	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Financement du développement territorial	Dépenses de transferts courants	0,00	30,55	0,00	30,55	0,00	22,54	22,54	22,54	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Financement du développement territorial	Dépenses de transferts en capital	37,31	31,26	38,61	32,56	29,21	29,21	29,21	29,21	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Gouvernance territoriale	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,13	0,00	0,13	0,00	0,03	0,03	0,02	0,02
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Gouvernance territoriale	Dépenses de transferts courants	0,00	0,70	0,00	0,70	0,00	0,35	0,35	0,35	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Gouvernance territoriale	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	8,40	0,30	8,40	0,30	0,06	0,02	0,01	0,01	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Gouvernance territoriale	Dépenses de transferts en capital	1,26	0,50	1,26	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,15	0,00	0,15	0,00	0,02	0,02	0,00	0,02
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts en capital	10,00	1,50	10,00	1,50	1,26	1,26	1,26	1,26	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,20	0,00	0,20	0,00	0,02	0,02	0,00	0,02
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	1,94	0,00	2,44	0,00	1,22	1,22	0,00	1,22
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Accès à l'Eau Potable	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,13	0,00	0,13	0,00	0,04	0,04	0,02	0,02
Ministère de l'Eau et de	Programme d'Accès à	Dépenses de transferts courants	0,00	1,70	0,00	1,77	0,00	0,46	0,46	0,30	0,16

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
l'assainissaient	l'Eau Potable										
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme d'Accès à l'Eau Potable	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,27	0,27	0,27	0,27	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme d'Accès à l'Eau Potable	Dépenses de transferts en capital	20,60	20,60	23,33	23,33	2,48	2,48	2,48	0,00	2,48
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,03	0,02	0,01	0,02
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	1,09	1,09	1,09	1,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	Dépenses de transferts en capital	13,02	13,02	10,60	10,60	2,14	2,14	2,14	0,65	1,49
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Dépenses de transferts courants	0,00	2,51	0,00	2,51	0,00	0,30	0,30	0,30	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,19	0,19	0,19	0,19	0,03	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Eau et de l'assainissaient	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Dépenses de transferts en capital	5,64	5,94	6,39	6,69	0,30	0,30	0,30	0,10	0,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,14	0,00	0,14	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Dépenses de transferts courants	0,00	83,09	0,00	83,09	0,00	19,35	19,35	15,20	4,15
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	29,11	4,49	30,43	5,81	0,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Dépenses de transferts en capital	157,45	24,79	158,45	25,79	7,10	7,10	7,10	4,95	2,15
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	OEuvres sociales universitaires	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Enseignement	OEuvres sociales	Dépenses de transferts courants	0,00	74,90	0,00	75,40	0,00	41,19	41,19	12,33	28,85

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	universitaires										
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	OEuvres sociales universitaires	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	3,01	2,20	3,01	2,20	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	OEuvres sociales universitaires	Dépenses de transferts en capital	52,23	7,57	52,23	7,57	2,00	2,00	2,00	2,00	0,00
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	3,49	0,00	3,49	0,00	0,07	0,04	0,00	0,04
Ministère des Mines et de la Géologie	Géologie	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	Géologie	Dépenses de transferts courants	0,00	0,11	0,00	0,11	0,00	0,07	0,07	0,04	0,03
Ministère des Mines et de la Géologie	Géologie	Dépenses de transferts en capital	0,25	0,25	0,25	0,25	0,10	0,10	0,10	0,05	0,05
Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,03	0,03	0,02	0,01
Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Dépenses de transferts courants	0,00	0,50	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,05	0,02	0,00	0,02
Ministère des Mines et de la Géologie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de transferts courants	0,00	0,62	0,00	0,62	0,00	0,31	0,31	0,15	0,15
Ministère des Mines et de la Géologie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,22	0,22	0,22	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,06	0,05	0,03	0,03
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,14	0,00	0,14	0,00	0,04	0,03	0,01	0,02
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat	0,03	0,03	0,03	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	Dépenses de transferts en capital	15,50	15,00	16,25	15,75	5,00	5,00	5,00	5,00	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	EQUITE SOCIALE	Dépenses d'acquisition de biens et de services	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et	EQUITE SOCIALE	Dépenses de transferts courants	0,00	25,30	0,00	25,30	0,00	11,30	11,30	11,30	0,00

Sections	Programmes	Catégories dépenses	LFI		Crédits ouverts		Crédits engagés		CP ordon	CP payés	Reste CP à payer
			AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Territoriale											
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	EQUITE SOCIALE	Dépenses de transferts en capital	31,45	31,45	31,45	31,45	7,86	7,86	7,86	7,86	0,00
Total			3 913,09	1 628,94	3 946,85	1 666,61	268,09	605,52	584,50	404,65	179,85

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction

Section	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Affaires économiques	09 Enseignement	10 Protection sociale
Présidence de la République	15,26	0,15	0,00	4,74	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06
Assemblée Nationale	4,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil Economique Social et Environnemental	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour Suprême	0,00	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,00	0,00	1,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	5,10	0,00	0,00	0,46	0,00	0,00	0,28	0,00	0,00	0,35	0,42
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	0,00	14,52	12,71	0,00	0,00	0,24	0,85	0,00	0,00	0,18	0,15
Ministère de l'Intérieur	11,56	0,00	8,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	0,00	0,00	2,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,79	0,55
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,00	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0,00	0,00	0,01	4,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	58,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	0,00	0,00	0,00	29,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,00
Ministère des Finances et du Budget	31,89	0,00	0,00	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,37	0,01
Ministère du Pétrole et des Énergies	0,00	0,00	0,00	46,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	0,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du	0,00	0,00	0,00	0,00	11,72	33,73	0,00	0,70	0,00	0,00	0,00

Section	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Affaires économiques	09 Enseignement	10 Protection sociale
logement et de l'hygiène publique											
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0,00	0,00	0,00	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	0,00	0,00	0,00	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	15,57	0,00
Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,32	0,00	0,01	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,15	0,00	0,03	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,12	0,00	0,00	0,30	0,39
Ministère de la Jeunesse	0,00	0,00	0,00	8,12	0,00	0,00	0,00	0,25	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	0,00	0,00	0,00	0,55	1,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,23	0,67
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	0,00	0,00	0,00	1,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,89	0,00
Charges non Réparties	41,84	0,00	0,00	1,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	3,22	0,00	0,00	0,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0,00	0,00	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0,00	0,00	0,00	2,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0,00	0,00	0,00	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	53,08	0,00	0,00	0,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,20	2,16	4,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,69	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,26

Section	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs, culture et culte	09 Affaires économiques	09 Enseignement	10 Protection sociale
Total	172,64	14,67	25,70	176,71	15,19	38,66	22,25	7,45	0,04	89,53	21,66

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards F CFA)

	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transferts courants	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	Dépenses de transferts en capital	Total
01 Services généraux des administrations publiques	28,92	65,84	0,85	77,03	172,64
02 Défense	6,96	0,16	0,00	7,55	14,67
03 Ordre et sécurité publics	7,57	5,47	8,35	4,30	25,70
04 Affaires économiques	1,57	67,11	1,24	106,80	176,71
05 Protection de l'environnement	0,59	9,20	0,23	5,17	15,19
06 Logements et équipements collectifs	0,17	18,70	0,01	19,77	38,66
07 Santé	3,04	13,68	0,02	5,51	22,25
08 Loisirs, culture et culte	0,24	3,97	1,00	2,24	7,45
09 Affaires économiques	0,00	0,04	0,00	0,00	0,04
09 Enseignement	16,41	62,93	0,03	10,15	89,53
10 Protection sociale	0,49	12,42	0,21	8,54	21,66

Annexe 5 : Situation des actes modificatifs des crédits par ministère ou institution et par programme ou dotation

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
Présidence de la République	Présidence de la République	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Présidence de la République	Présidence de la République	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,53
Présidence de la République	Présidence de la République	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,00	-0,10
Assemblée Nationale	Assemblée Nationale	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,35
Cour des Comptes	Cour des Comptes	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,40	0,40
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	1,61
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	1,00	1,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,50	0,60

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,20	0,68
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,11
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	1,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,50
Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,20
Ministère des Forces Armées	Pilotage coordination et gestion administrative	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,40	0,40
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,25	0,75
Ministère des Forces Armées	Sûreté publique et maintien de l'ordre	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	1,00	1,00
Ministère de l'Intérieur	Administration territoriale	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Administration territoriale	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Gouvernance électorale	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,70
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,38	0,38
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,30	0,30
Ministère de l'Intérieur	Sécurité civile	DECRET d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	3,91
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,64	0,64
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours	0,00	0,70

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
		sur la gestion 2020		
Ministère de l'Intérieur	Sécurité publique	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,85	0,85
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,05	0,05
Ministère de la Justice	Bonne gouvernance et Droits humains	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,25
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,13
Ministère de la Justice	Justice judiciaire	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,78	0,78
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	0,10
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,12	0,12
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Fonction publique	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,10	0,10
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	-3,00	-3,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pêche et Aquaculture	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,26	0,26
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement et modernisation des services de transport	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	0,20
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures rout	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,17	0,17
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures rout	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	2,50	2,50
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,06	0,06
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,52	0,52
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,30	0,30
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,50	0,50
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la	0,02	0,05

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
	l'exécution	gestion 2020		
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	10,34	10,34
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,50	0,58
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	1,80	1,80
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,40
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,17	0,17
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,07
Ministère des Finances et du Budget	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,37	0,37
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,08
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,20	0,20
Ministère des Finances et du Budget	Gestion du secteur financier	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,25
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,45	0,95
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,15	0,15
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,05
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	1,12	1,12
Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	-1,00	-1,00
Ministère du Pétrole et des Energies	Optimisation du système d'offre d'électricité	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,19	0,19
Ministère du Pétrole et des Energies	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combus	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,24	0,24
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes	Développement du marché intérieur et de	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,25	0,25

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
Entreprises	la consommation			
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	0,20
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,16	0,39
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Aménagement et développement urbain	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	-5,00	-5,00
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	4,74	4,74
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,01	0,01
Ministère du Tourisme et des transports aériens	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	-5,00	-5,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	5,00	5,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,25	0,25
Ministère du Tourisme et des transports aériens	Développement des infrastructures aéroportuaires	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,75	0,75
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,37	0,37
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement secondaire général	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement secondaire général	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,24	0,24
Ministère de l'Education Nationale	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	1,70
Ministère de la Culture et de la Communication	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,53
Ministère de la Culture et de la Communication	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	-2,90	-2,90
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,08
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion & Valorisation Industries	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours	0,00	0,70

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
	culturelles & créatives	sur la gestion 2020		
Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,09
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	1,29
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de base	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,26	0,26
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	1,28	1,28
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,03	0,03
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Santé de référence	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	5,00	5,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	0,30
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,00	-0,30
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,20	0,50
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Enfance	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,19	0,19
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Famille et genre	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	0,00	0,15
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Famille et genre	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,06	0,06
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement des offres de formation professionnelle et tec	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,13	0,13
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	-4,94	-16,23
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	DECRET de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	-1,50	-2,38

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	1,13	1,13
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	DECRET d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	1,00	1,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,02
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	-0,00
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,04
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,02	0,02
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Mise en marché des produits animaux	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,01	0,01
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	ARRETE d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	2,00	2,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,73	0,73
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,10	0,10
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Productions animales	DECRET d'ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	1,00	1,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Santé animale et Santé publique vétérinaire	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,09	0,09
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,58	0,58
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Economie numérique	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,71	0,71
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de la microfinance	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	Promotion de la microfinance	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,08	0,08
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Cohérence territoriale	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,82	0,82
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Financement du développement territorial	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	1,30	1,30
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,50
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Accès à l'Eau Potable	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,07
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Accès à l'Eau Potable	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	2,18	2,18

Section	Programme	Acte Modificatif	Montant AE	Montant CP
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Accès à l'Eau Potable	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,05	0,05
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Accès à l'Eau Potable	DECRET de transfert de crédits sur la gestion 2020	0,50	0,50
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	-2,43	-2,43
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	ARRETE interministériel de virement de crédits sur la gestion 2020	0,25	0,25
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,50	0,50
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	1,00	1,00
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	1,32	1,32
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	OEuvres sociales universitaires	ARRETE de répartition de crédits globaux sur la gestion 2020	0,00	0,50
Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	ARRETE de fongibilité des crédits de programme sur la gestion 2020	0,00	0,00
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	0,75	0,75

Annexe 6 : Dépenses sur ressources extérieures par source de financement

Sources	Montants ordonnancés en F CFA		
	Dons en capital	Prêts projets	Total
ADFD	0	64 760 684	64 760 684
AFD	5 377 225 708	20 866 138 263	26 243 363 971
BAD	817 918 765	13 365 688 675	14 183 607 440
BADEA	0	782 951 847	782 951 847
BPI	0	3 331 752 806	3 331 752 806
Belgique	0	105 740 268	105 740 268
BOA		4960512314	4 960 512 314
BOAD	0	6 943 812 091	6 943 812 091
BID	50 108 539	18 516 366 992	18 566 475 531
Banque Mondiale	125 393 750	38 632 645 658	38 758 039 408
CANADA	151 521 106		151 521 106
COREE	0	113 165 828	113 165 828
Espagne	0	4 513 438 738	4 513 438 738
FIDA	0	901 451 627	901 451 627
FKDEA	0	157 332 010	157 332 010
FND	53 109 951	36 397 075	89 507 026
FSD	0	4 896 122 034	4 896 122 034
INDE	0	503 008 755	503 008 755
JICA	0	2 373 368 653	2 373 368 653
KFW	2 856 508 495	2 120 452 790	4 976 961 285
GIZ	2 751 689 762	0	2 751 689 762
NATIXIS	0	17 667 544 513	17 667 544 513
OFID	0	477 344 082	477 344 082
ORIO	699 146 391	0	699 146 391
PNUD	88 014 344	0	88 014 344
SGB	0	18 387 475 910	18 387 475 910
UE	2 709 582 853	0	2 709 582 853
USAID	19 296 394 680	0	19 296 394 680
Total	34 976 614 344	159 717 471 614	194 694 085 958